

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DE LA PLANIFICATION DU
DEVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION
NATIONALE



Programme d'Appui à la Gouvernance

MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE BISORO



PROVINCE MWARO

Mwaro, septembre 2006

TABLE DES MATIERES

Pages

TABLE DE MATIERE

ABREVIATIONS

PREFACE

INTRODUCTION 1

CHAPITRE I : DESCRIPTION PHYSIQUE 2

1.1. Situation géographique 2

1.2. Organisation Administrative 2

1.3. Climat 4

1.4. Relief et hydrographie 4

1.5. Flore et faune 4

1.6. Géologie 4

1.7. Les sols 4

CHAPITRE II : DEMOGRAPHIE..... 5

2.1. Répartition de la population et densité 5

CHAPITRE III : AGRICULTURE 7

3.1. Système cultural 7

3.2. Situation actuelle des cultures 8

3.3. Facteurs de production 13

3.4. Intervenants 15

3.5. Contraintes et potentialités 16

CHAPITRE IV : ELEVAGE 17

4.1. Cheptel de la commune 17

4.2. Intervenants 20

4.3. Contraintes et potentialités 20

CHAPITRE V : PECHE ET PISCICULTURE

5.1. Intervenants	21
5.2. Contraintes	21
	21
CHAPITRE VI : FORETS	
	22
6.1. Les boisements artificiels	
6.2. Déboisement	22
6.3. Production des plants forestiers et agro-forestiers	22
6.4. Productions forestières.....	23
6.5. Intervenants	23
6.6. Contraintes	23
	24
CHAPITRE VII : INDUSTRIE ET ARTISANAT	
	25
7.1. Industrie.....	
7.2. Artisanat	25
7.3. Intervenants	25
7.4. Contraintes	26
	27
CHAPITRE VIII : ENERGIE.....	
	28
8.1. Energie électrique	
8.2. Les combustibles ligneux	28
8.3. Les intervenants	28
8.4. Contraintes et potentialités	29
	29
CHAPITRE IX : COMMERCE ET SERVICES	
	30
9.1. Commerce	
9.2. Transport et communication	30
9.3. Les services	31
9.4. Intervenants	33
9.5. Contraintes	33
	33
CHAPITRE X : ACTION SOCIALE	
	34
10.1. Action sociale	
10.2. Habitat	34
10.3. Contraintes	37
	39

CHAPITRE XI : SANTE ET APPROVISIONNEMENT EN EAU	40
11.1. Données épidémiologiques	40
11.2. Médecine préventive (données sur la vaccination)	40
11.3. La prévention contre le VIH	41
11.4. La médecine traditionnelle	41
11.5. Situation des infrastructures sanitaires	42
11.6. Ressources humaines	44
11.7. Approvisionnement en eau	45
11.8. Les intervenants	47
11.9. Contraintes et potentialités et perspectives	48
CHAPITRE XII : EDUCATION	49
12.1. Enseignement formel	49
12.2. Enseignement informel	53
12.3. Intervenants	53
12.4. Principales contraintes	53
CHAPITRE XIII : JEUNESSE ET SPORT	54
13.1. Encadrement des jeunes	54
13.2. Sport	54
13.3. Culture	54
13.4. Intervenants	55
13.5. Contraintes	

CHAPITRE XIV : JUSTICE	56
14.1. Services judiciaires	56
14.2. Justice gracieuse	56
14.3. Intervenants	56
14.4. Contraintes	57
CHAPITRE XV : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT	59
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	65
BIBLIOGRAPHIE	67
ANNEXES	68

ABREVIATION

ABEC	: Association Burundaise des exportateurs de café
ACCOPE	: Association des Centres Communautaires de Pêche du Burundi
ASNS	: Appui au Service Non Structuré
BTC	: Burundi Tobacco Company
BAD	: Banque Africaine de Développement
BNDE	: Banque Nationale de Développement Economique
COGERCO	: Compagnie de Gérance de Coton
COTEBU	: Complexe Textile du Burundi
CPA	: Centre de Production Artisanale
CFA	: Centre de Formation Artisanale
CNAR	: Centre National d'Appareillage et de Rééducation
CNRSP	: Centre National pour la Réadaptation Socio-Professionnelle
CERES	: Centre d'Encadrement et de Réinsertion des Enfants Soleil
COFIDE	: Compagnie de Financement et de Développement
CECM	: Coopérative d'Epargne et de Crédit Mutuel
COPEDE	: Conseil pour l'Education et le Développement
CAFOB	: Collectif des Associations Féminines et ONG du Burundi
COOPECS	: Coopérative d'Epargne et de Crédit
DAP	: Diamonium Phosphate
DAPA	: Développement de l'Aquaculture et de la Pêche Artisanale
DPAE	: Direction Provinciale d'Agriculture et d'Elevage
DLM	: Divisionnal Leaf Manager
ENPS	: Ecole Normale Supérieur Paramédical
FNUAP	: Fonds des Nations Unies pour la Population
FPHU	: Fonds pour la Promotion de l'Habitat Urbain
GLT	: Green Leaf Threshing
ISABU	: Institut des Sciences Agronomiques du Burundi
IEC	: Information Education Communication
MPDR	: Ministère de lal Planification du Développement et de la Reconstruction
	: Œuvre Humanitaire pour la Protection de l'Enfance Déshéritée

ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OCIBU	: Office de Café du Burundi
OTB	: Office du Thé du Burundi
OPJ	: Officier de la Police Judiciaire
PPL	: Projet d'Appui à la Planification Locale et au Renforcement des capacités des Communautés
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PAK	: Promotion Artisanale Kayanza
RDC	: République Démocratique du Congo
SIDA	: Syndrome d'Immuno Déficiente Acquis
SODECO	: Société de Déparchage et de Conditionnement du Café
TPO	: Transcultural Psychosocial Organisations
TS	: Thé Sec
USAID	: United States of America for International Development
UNICEF	: United Nations International for Children Education Funds
UCODE	: Union Coopérative pour le Développement
VIH	: Virus d'Immuno Humaine

PREFACE

La Monographie de la commune est l'initiative du Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale (MPDRN) avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Elle est élaborée pour mettre à la disposition de ses partenaires des informations spécifiques à la commune pour guider leurs interventions en matière de développement socio-économique de ladite commune.

En effet, cette monographie décrit, sur base des données tirées de la banque des données provinciale informatisée, la situation de référence de la commune : description physique, organisation administrative, situation actuelle des différents secteurs...

La démarche méthodologique appliquée pour l'élaboration de la banque des données et de la monographie a été fondée sur l'approche participative qui a impliqué, à toutes les étapes de leurs réalisations, environ 80 personnes ressources. Ces étapes concernent la conception des fiches de collecte de données, la collecte des données proprement dite, le dépouillement et le traitement des données, les travaux d'analyse, la consolidation, la validation et la rédaction définitive.

Aussi, le Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale voudrait-il, au terme de ce travail, adresser sa profonde gratitude à toutes les personnes physiques ou morales qui ont contribué à l'effort de réalisation de cette monographie, l'aboutissement de plusieurs centaines de pages manuscrites, très souvent reprises, raturées ou refaites dans le seul souci de formuler le meilleur diagnostic possible, sur la problématique du développement de la commune.

Le MPDRN remercie singulièrement tous les Ministères impliqués pour la mise à sa disposition de l'expertise de leurs cadres dont l'apport a été fort apprécié.

A l'Administrateur communal, aux techniciens communaux et des zones, aux responsables des projets et ONGs, aux différents experts, auteurs de cette monographie, il présente ses félicitations et tient à exprimer ses respects pour le travail accompli, cela dans un esprit de totale abnégation.

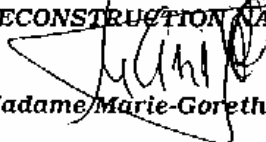
Le MPDRN exprime également sa gratitude au PNUD pour son assistance financière et logistique sans laquelle la matérialisation de ce travail n'aurait été qu'une utopie.

A toutes les personnes ressources de terrain qui ont accepté le sacrifice de se soumettre à d'interminables interviews parfois fastidieuses, au remplissage des fiches de collecte de données et questionnaires souvent compliqués, à tous les services qui ont permis l'accès facile à leurs sources d'informations, le MPDRN apprécie à sa juste valeur leurs contributions.

Enfin, le MPDRN reconnaît, que malgré un gros effort de clarification et de mise à jour des données recueillies ainsi que leurs sources, il subsiste des limites quant à leur fiabilité totale. De ce fait, il sollicite la contribution de tous dans les prochaines actualisations de la banque des données informatisée et de la monographie communale afin qu'elles deviennent progressivement des sources d'informations de plus en plus fiables et ainsi faciliter le suivi des indicateurs d'exécution des différents instruments de planification tel que le CSLP.

En attendant, ces produits permettront prochainement la mise en place du plan local de développement afin de répondre aux préoccupations de la population de la commune .

**LE MINISTRE DE LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA
RECONSTRUCTION NATIONALE**


Madame Marie-Goreth NIZIGAMA

INTRODUCTION

La présente étude a pour but de dresser un état des lieux et de situer le niveau de développement des secteurs tant économiques que sociaux atteint par la commune.

Inscrite d'abord dans le mandat du Projet d'Appui à la Planification Locale (PPL) et ensuite dans celui du Sous Programme Planification Locale (SPPL) du Programme d'Appui à la Gouvernance du PNUD, cette étude contient nombre de données susceptibles d'aider les planificateurs à mieux cerner et circonscrire leurs recherches pour une meilleure orientation du Gouvernement et autres décideurs dans leur prise de décisions pour un développement durable et harmonieux de tous les secteurs.

L'approche méthodologique utilisée pour la collecte des données reposait sur les enquêtes de terrain, les diverses publications de différents ministères ainsi que des services, organismes et entreprises intervenant de près ou de loin dans les secteurs précités, les rapports des services provinciaux et les interviews effectuées sur terrain,...

Aussi, un bon nombre de ces données doit-il être considéré comme des simples ordres de grandeur. Il s'agit particulièrement des données sur la démographie, l'agriculture, l'élevage, ...

Bien que réalisée dans un environnement professionnel très difficile, cette monographie constitue un outil important pour l'élaboration et la mise en place d'un « *Plan de Développement communal* » ; cadre dans lequel devront évoluer les structures tant nationales qu'internationales impliquées dans le développement de façon à intégrer toutes les composantes du milieu en tenant compte des potentialités biophysiques locales et des caractéristiques sociales des populations concernées.

La présente monographie comporte seize chapitres.

Enfin, le lecteur est prévenu que cette monographie est une œuvre humaine et que le MPDRN attend les suggestions en vue d'apporter des améliorations aux futures éditions qui seront réalisées dans les prochaines années.

CHAPITRE I : DESCRIPTION PHYSIQUE

1.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune Bisoro est située au Sud du chef-lieu de la province Mawro. Sa superficie est de 127,22 km², soit 15,15% de la superficie de la province et 3% de celle du pays. Son chef-lieu est Bisoro.

Elle est limitée :

- au Nord par la commune Kayokwe ;
- au sud par la province Bururi ;
- à l'Est par la province Gitega ;
- à l'Ouest la commune Gisozi.

1.2. ORGANISATION ADMINISTRATIVE

La commune est subdivisée en 3 zones et 15 collines de recensement.

Tableau 1.1 : Découpage administratif de la commune

Zones	Collines de recensement
1. Bisoro	1. Buburu
	2. Kiganda
	3. Mabaya
	4. Gitaramuka
	5. Musumba
2. Kanka	6. Kariba
	7. Kanka
	8. Buhabwa
	9. Rubamvye
	10. Masango
	11. Nyabisiga
3. Rorero	12. Kirika
	13. Kivoga
	14. Munanira
	15. Mashunzi
Total :	3 15

Source : Découpage administratif du Burundi/MININTER/UPP/
IFES/USAID/Décembre 2005

Carte n°1 : Carte de découpage administratif



1.3. CLIMAT

La commune Bisoro s'étend sur trois régions naturelles : Mugamba, Bututsi et Kirimiro. Le climat de la commune est de type tropical « humide et tempéré par l'altitude » dans la partie des hauts plateaux. Il est rude dans le Mugamba et plus doux dans le Kirimiro. Les précipitations moyennes annuelles sont de 1.200 m avec une température moyenne annuelle de 19°C-20°C.

1.4. RELIEF ET HYDROGRAPHIE.

Le relief de la commune est accidenté. Il est caractérisé par un massif montagneux avec une altitude variant entre 1500 et 2000m avec des pentes relativement fortes. Le réseau hydrographique important avec rivières et ruisseaux.

1.5. FLORE ET FAUNE.

La végétation constituée par la savane avec un faible taux de couverture forestière. La faune dans la commune Bisoro est moins riche d'une manière générale. Elle est essentiellement constituée des oiseaux, rongeurs, reptiles et quelques gazelles en voie de disparition suite à la menace des activités agricoles.

1.6. GEOLOGIE

Les caractéristiques géologiques de la commune Bisoro sont identiques à celle de la province. Les formations géologiques de la commune Bisoro sont constituées de Quaternaire et du Burundien moyen. Ces formations sont composées respectivement des alluvions de fonds de vallées et des cuirasses et sols latéritiques, de formations de type Ngozi, Ruganza et Rukago.

Les données sur les minerais dans le sous sol de la commune n'existent pas.

En effet, la prospection géochimique réalisée de 1977-1984 par la DGGM et le PNUD a révélé l'existence de certains minerais dans le sous sol de la province de Mwaro. Mais, les informations sur la localisation de ces minerais n'ont pas été fournies.

1.7. LES SOLS

La nature et la qualité des sols de la commune Bisoro diffèrent d'une région naturelle à une autre.

Dans le Mugamba, les sols sont en grande partie sablonneux, acides et peu fertiles. Par contre les sols de la partie du Kirimiro sont argileux et relativement fertiles.

CHAPITRE II : DEMOGRAPHIE

La commune Bisoro couvrant une superficie de 127,22 km², regroupait en 1990 lors du dernier recensement général, une population de 24.634 habitants. Dans les années passées, un effort particulier a été entrepris par des chercheurs, organismes d'appui ou services gouvernementaux pour approfondir la connaissance sur les structures de cette population.

Les données de base se composent des résultats des statistiques officielles. Qui sont des estimations faites d'année en année.

2.1.REPARTITION DE LA POPULATION ET DENSITE

La densité de la population joue un rôle essentiel dès qu'il s'agit de l'implantation des équipements ou l'augmentation du degré de desserte des infrastructures. Le découpage en zones de différentes densités en fonction de la répartition spatiale ne permettra pas seulement de mieux évaluer les aspects démographiques, également de mettre en valeur les capacités d'accueil de cette commune. Elles sont fonctions des terres disponibles ou des différents intensités d'occupation.

La population de la commune Bisoro est estimée à 29059 habitants en 2005, soit 11,73% de la population de la province Mwaro et 0,38% de celle du pays.

La densité est de 228 hab/km². La population de la commune est composée en majorité par des jeunes de moins de 25ans qui représentent 65% de sa population. (cfr. tableau 2.1).

Tableau 2.1 Population par tranches d'âges et par sexe de la commune en 2005

Groupes D'âges	sexe		
	Hommes	Femmes	Total
0-4	2784	2518	5302
5-9	2307	2357	4664
10-14	1927	1855	3782
15-19	1489	1744	3233
20-24	853	1242	2095
25-29	757	1250	2007
30-34	587	960	1547
35-39	546	790	1336
40-44	382	582	964
45-49	349	534	883
50-54	302	454	756
55-59	251	322	573
60-64	219	308	527
65-69	184	227	411
70-74	169	211	380
75-79	103	131	234
80 +	177	188	365
Total	13386	15673	29059

Source : MININTER/UPP/Avril 2006

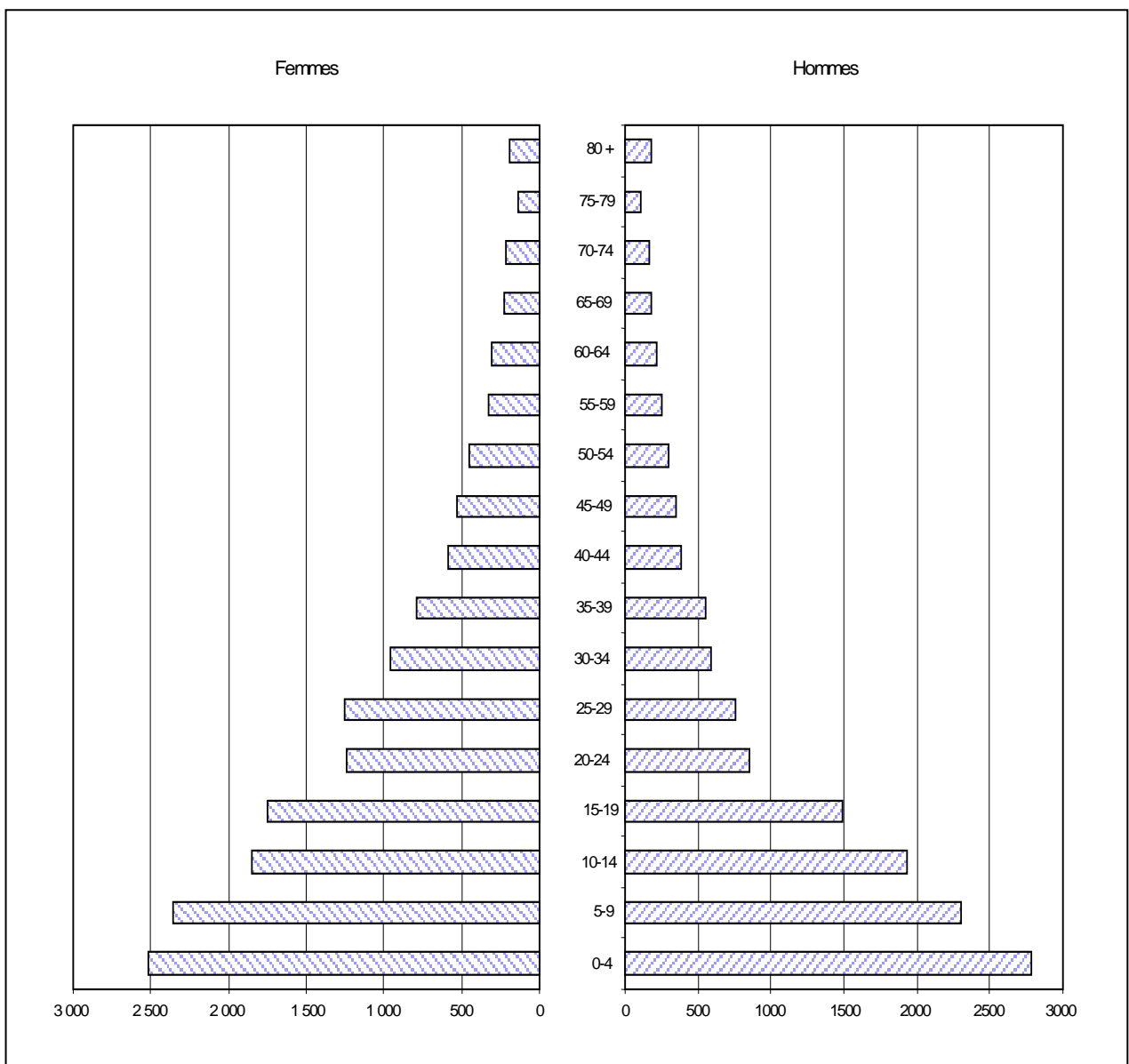
Le tableau 2.2 indique la projection de la population de la commune. En 2010, cette population sera de 31.018 habitants, soit une augmentation de 1959 personnes (6,8%) par rapport à 2005.

Tableau 2.2 : Projection de l'évolution de la population de la commune Bisoro

Année \ Communes	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Bisoro	28317	28688	29059	29445	29830	30221	30617	31018
Total province	241295	244456	247589	250903	254189	257519	260893	264311

Source : MININTER/DPP/Avril 2006

Figure n°1 : Pyramide des âges de la population de la commune en 2005



CHAPITRE III : AGRICULTURE

L'agriculture dans la commune Bisoro constitue la principale activité qui occupe plus de 90% de la population. Cependant, elle ne suffit pas à assurer l'autosuffisance des conditions de vie descente à une majorité de la population. Ceci explique l'exode rural massif de jeunes actifs ruraux.

Faute d'une étude particulière, il est difficile aujourd'hui d'évaluer l'intensité d'occupation des terres dans la commune. Une telle étude dans l'avenir permettra d'analyser plus profondément les potentialités réelles en cette matière afin de mieux appréhender le terroir agricole de la province.

Le système foncier est étroitement lié aux structures sociales familiales (lignage). Le droit d'usage est simplement concédé aux héritiers masculins en raison de la pression démographique, de la continuité des terres et de l'importance des aménagements pour la mise en valeur. Le faire-valoir est direct.

Cette agriculture est traditionnelle itinérante sur brûlis. Les exploitations sont familiales très petites n'excédant pas 40 ares.

Soumise aux aléas climatiques, les rendements restent faibles malgré l'utilisation des fertilisants et des produits phytosanitaires.

3.1. SYSTEME CULTURAL

Le système cultural dans la province est traditionnel. La saison culturale commence en début de la saison des pluies. Deux saisons culturales se succèdent : la première, « Agatasi » correspond à la petite saison des pluies et va d'octobre à décembre. La seconde, « Urushana » correspond à la grande saison des pluies et va de janvier à juin.

Les jachères varient selon l'importance de la propriété et leur durée diminue face à la pression démographique.

En fin septembre les paysans préparent soigneusement leurs champs. Les arbustes sont coupés à la serpette, à la hache, les tiges sèches de maïs, du sorgho et de manioc sont brûlées. Les paysans fument leurs champs s'ils disposent du fumier. Puis vient le labour à la houe dès la première pluie. Ensuite les paysans sèment. Le manioc est planté en association avec le haricot et le maïs; le haricot est récolté à partir de janvier, le maïs en mars-avril. Quant au manioc, il reste en terre deux ans sur le champ, la récolte se faisant en fonction des besoins.

A partir de janvier, la grande saison des pluies annonce le second cycle de semences en haricot, sorgho, patate douce, arachide, pois éleusine. Les récoltes se terminent en juin, juste avant la saison sèche (morte saison) appelée « Ici ». Mais pour faire face aux problèmes de soudure qui se font souvent sentir, les paysans pratiquent en marais une culture de patates douces, haricot, maïs, cultures maraîchères semées en juillet et récoltées en début octobre, qui permet d'assurer la transition avec les productions de l'année suivante.

3.2. SITUATION ACTUELLE DES CULTURES

Les cultures cultivées dans la province sont les cultures vivrières, cultures de rente (industrielles), les cultures maraîchères et les cultures fruitières.

3.2.1. Cultures vivrières

Les principales cultures vivrières de la commune Bisoro sont : la banane, le haricot le manioc, la patate douce, la pomme de terre, le maïs et le sorgho, le petit pois et la courge. D'autres cultures comme le blé, la colocase, le soja et l'éleusine sont cultivées à faible échelle.

La pratique culturale est de type traditionnel avec une prédominance de cultures en association.

Le tableau 3.1 et la graphique n°1 indiquent l'évolution des productions vivrières de 2001 à 2005.

3.2.1.1. Patate douce

La patate douce se cultive sur toute l'étendue de la province d'octobre à avril et la récolte s'étale de février à août. Dans les marais, les plantations se font en juin-juillet pour une récolte en octobre-novembre, au moment de la soudure.

Une partie de la récolte est vendue par les paysans sur les marchés de la commune et de la province.

La production moyenne de la patate douce est estimée à 14.710 tonnes, soit 46% de la production vivrière de la commune et vient en première position. Cette production a connu une baisse de 27% entre 2001 et 2005 due à des attaques répétitives.

3.2.1.2. Bananier

Le bananier est planté simplement par bouturage en octobre-novembre et l'entretien se fait en fin de grande saison sèche. La récolte a lieu toute l'année, mais diminue en morte saison et en début de la petite saison des pluies. Cette plante joue un rôle très important car elle produit, outre les bananes plantains et les bananes fruits, les bananes à bière « uwarwa » très prisée dans la commune. Sa production moyenne est estimée à 10.924 tonnes, soit 34% des productions vivrières de la commune. Le bananier est la deuxième culture vivrière de par sa production dans la commune.

3.2.1.3. Manioc

Le manioc est cultivé dans toutes les collines de la commune. Les plantations se font à plusieurs reprises au cours de l'année et les récoltes après deux ans se déroulent aussi toute l'année, à mesure des besoins. Le champ sert de grenier.

Le manioc est l'aliment de base de la population. Il est consommé sous forme de pâte « bugali », sous forme de tubercules épluchés bouillis ou cuits sous cendre et les feuilles sous forme de légume « isombe ».

Sa production moyenne est évaluée à 3202 tonnes. Le manioc occupe la troisième place des vivriers de la commune.

3.2.1.4. Maïs

Le maïs est toujours cultivé en association avec le haricot dans les marais. Sa production moyenne est estimée à 1346 tonnes dans la commune. Le maïs est le principal aliment de base de la population de la commune. Une grande partie de sa production est destinée à l'autoconsommation sous forme de pâte (bugali) de bouillie et avec mélangé du sorgho de bière locale.

3.2.1.5. Pomme de terre

La pomme de terre se cultive en monoculture dans toute la commune. La pomme de terre est également l'un des aliments de base de la population. Elle procure de revenus substantiels aux paysans. Sa production moyenne est évaluée à 1.470 tonnes dans la commune.

3.2.1.6. Haricot

Le haricot est cultivé deux à trois fois par an dans toute la province, en petites et grandes saisons des pluies, puis au cours de la morte saison en marais pour assurer la soudure en octobre. Sa production moyenne est estimée à 617 tonnes dans la commune. Le haricot est presque toujours semé sous le maïs et cultivé dans les marais.

3.2.1.7. Soja

La culture du soja est très récente dans la commune. Les ménages l'utilisent sous plusieurs formes dans leur alimentation. Sa production est de 13 tonnes en 2005.

La culture du sorgho est récente dans la commune. Sa production est évaluée à 13 tonnes. Toute sa production est autoconsommée sous forme de bouillie et mélangé avec du maïs de bière locale.

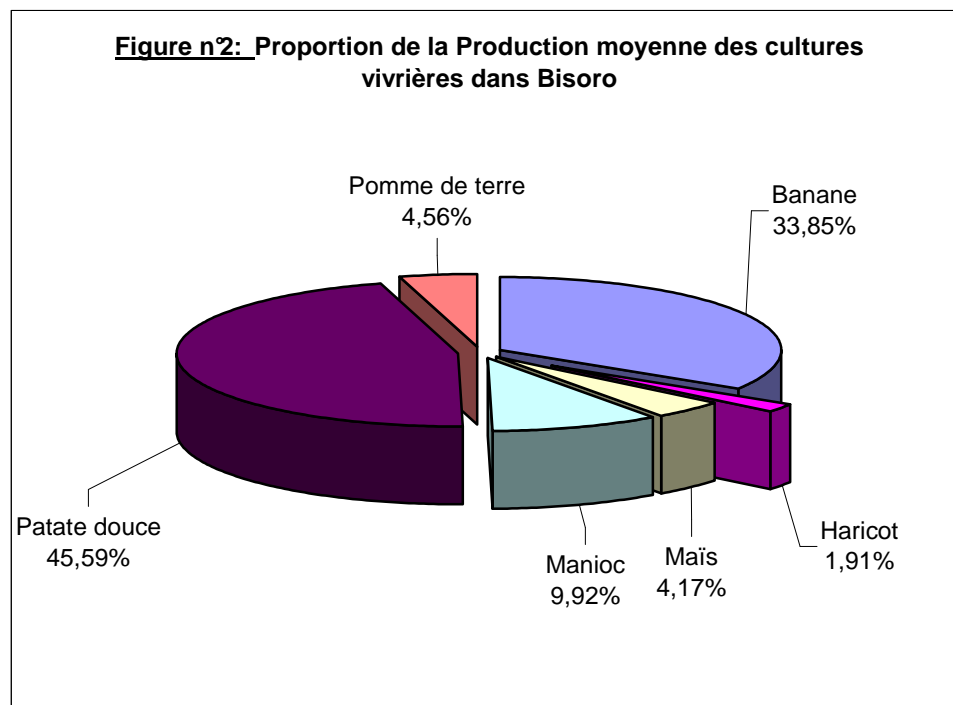
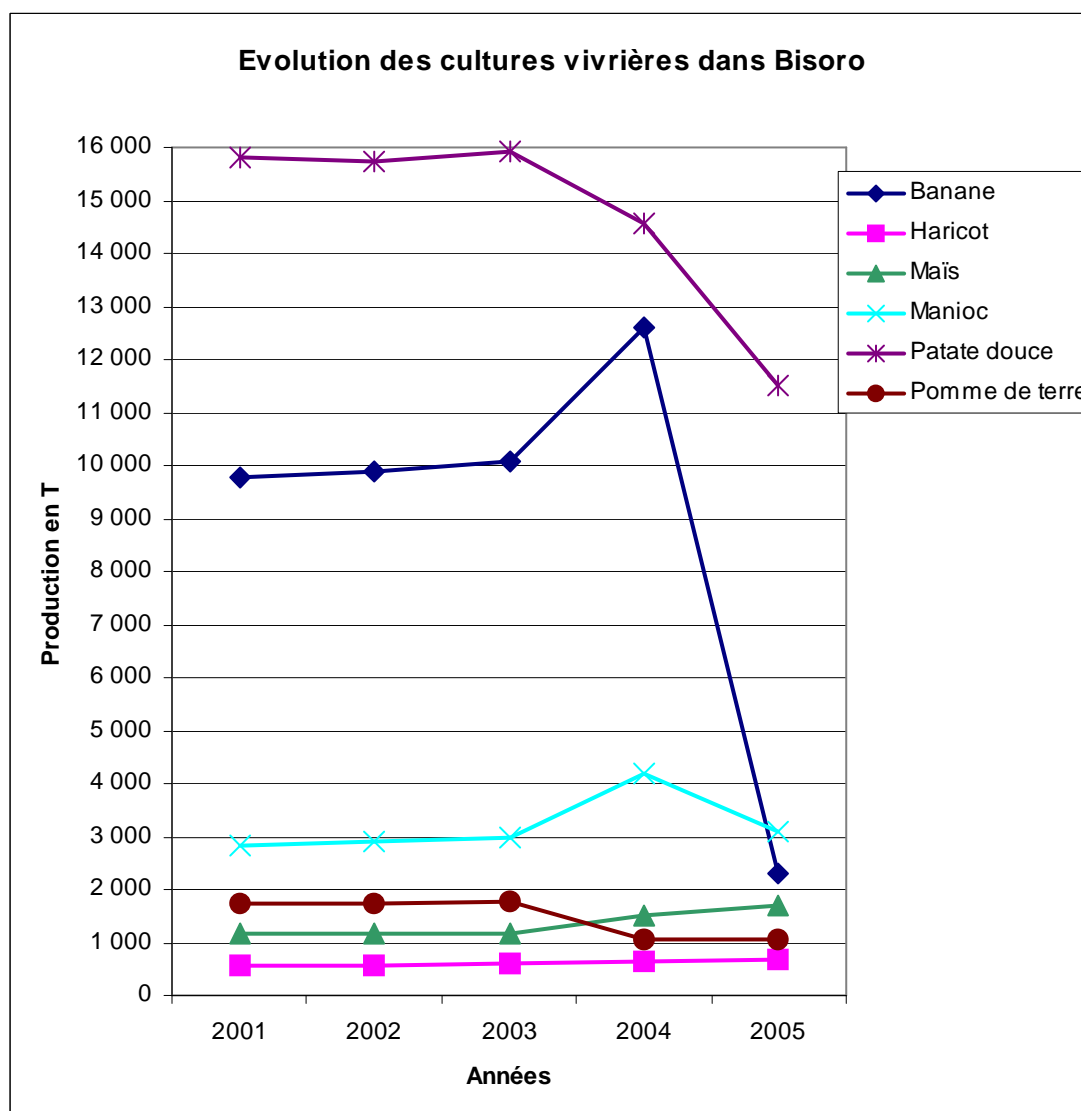


Tableau 3.1 : Evolution des différentes spéculations agricoles 2001-2005 en tonnes
Commune Bisoro

Année \ Cultures	2001	2002	2003	2004	2005	Prod. Moyenne Totale	Prop. %
Banane	9.772	9.873	10.074	12.600	2.300	10.924	34
Haricot	581	582	593	650	680	617	2
Maïs	1.162	1.185	1.185	1.500	1.700	1.346	3
Manioc	2.845	2.904	2.963	4.200	3.100	3.202	10
Patate douce	15.808	15.748	15.926	14.570	11.500	14.710	46
Pomme de terre	1.742	1.725	1.778	1.060	1.045	1.470	5
Prod. Totale Annuelle	31.910	32.017	32.519	34.580	30.325	32.269	100

Source : DPAE/Mwaro/Mars 2006



3.2.2. Cultures de rente

Les cultures de rente qu'on cultive dans la commune sont le café, le Thé, le tabac et l'ananas.

3.2.2.1. Le caféier

Le café robusta a presque disparu des plantations. Le café arabica est la seule variété cultivée dans la commune Bisoro.

Ce sont de petites exploitations familiales qui possèdent chacune quelques pieds de cafiers, sur une parcelle de taille modeste, qui n'excède pas 400 m².

Le café procure à chaque famille paysanne l'essentiel de ses revenus monétaires.

La commune se trouve dans la région d'encadrement de la SOGESTAL Kirimiro. L'encadrement des caféiculteurs de la commune sont encadrés et appuyés par cette société SOGESTAL Kirimiro. Elle met à la disposition des caféiculteurs les intrants et les petits matériels caféiques à crédit ou payés au comptant.

Le café arabica, parasité par de nombreux insectes, demande de traitements suivis dont le paysan ne dispose pas les moyens. Les rendements sont variables selon les zones.

Les statistiques sur la production caféière de la commune sont prises en compte dans la production totale de la province. Des sources du Département Agronomique de l'OCIBU, la production caféière de la province est de 1 046 949 Kg en 2005.

Mais selon la DPAE/Mwaro, on compte 701265 pieds de cafiers dans les plantations de la commune et la production est de 65 tonnes en 2005.

Il existe une usine de dépulpage du café, gérée par la SOGESTAL Kirimiro en colline Gasave.

3.2.2.2. Le théier

Tout comme le caféier, le théier est cultivé sur des parcelles privées des paysans. La commune Bisoro appartient au complexe de Tora d'après l'organisation spatiale de la filière Thé dans le pays.

Selon du Département Agronomique de l'Office du Thé du Burundi (OTB), la production de feuilles vertes dans la commune, est de 1.185.719 Kg, soit 19% de la production provinciale de 6.227.434 Kg en 2005. Cette commune est la 3^{ième} Productrice de feuilles vertes dans la province.

3.2.2.3. Tabac

La DPAE/Mwaro estime la superficie emblavée de tabac à 4 hectares et la production à 8 tonnes dans la commune en 2005. Les plantations de tabac sont des petites exploitations familiales.

3.2.2.4. Ananas

Les plantations d'ananas sont aussi des petites exploitations familiales. La superficie des plantations est évaluée à 2,5 hectares et la production est évaluée à 2,5 tonnes dans la

commune. Une grande partie de cette production est vendue sur les marchés de la commune et de la province.

3.2.3. Cultures fruitières

Les avocats font l'essentiel des cultures fruitières dans la commune. Les plantations sont de petites exploitations familiales aux alentours des habitations. On compte 9300 pieds. La production d'avocats est estimée à 200,6 tonnes en 2005

3.2.4. Cultures maraîchères

Les maraîchères cultivées dans la commune sont : tomate, oignon, choux, carotte, aubergine et poivrons.

Le tableau ci-après indique les superficies et les productions des différentes cultures maraîchères dans la commune. Les cultures maraîchères procure à chaque famille paysanne des entrées d'argent ; car presque toutes les productions sont commercialisées.

Tableau 3.2 : Production maraîchère en 2005

Cultures maraîchères	Superficie (ha)	Production (Tonnes)
Tomates	1	10
Oignons	0,6	1,8
Choux	18	540
Carottes	0,6	3
Aubergines	7	70
Poivrons	0,3	0,3

Source : DPAE/Mwaro/Mars 2006

3.3. FACTEURS DE PRODUCTION

Les facteurs de productions sont : la terre, la main d'œuvre et les intrants agricoles (semences améliorées, les fertilisants/engrais, produits phytosanitaires.....).

3.3.1. Disponibilité des terres

La commune Bisoro dispose de 16 marais d'une superficie totale de 365 ha qui sont une potentialité pour étendre les superficies cultivées et emblavées. De cette superficie aménageable, 289 ha seulement sont aménagés et mis en valeur par les paysans agriculteurs. (cfr. tableau 3.3)

Tableau 3.3: Situation des marais dans la commune

Nom du marais	Superficie totale (ha)	Superficie aménageable (ha)	Superficie aménagée (ha)
Kiganda	40	40	35
Mushwabura	220	220	200
Waga	80	80	30
Gashawga	25	25	24
Total commune	365	365	289

Source : DPAE/Mwaro/Mars 2006

3.3.2. Main-d'œuvre

La main d'œuvre varie selon le mode d'exploitation.

Le mode familial utilise la main d'œuvre familial, y compris celle des enfants. Les plus jeunes enfants gardent les troupeaux ou protègent semilles contre les oiseaux. L'homme s'occupe de défricher, de houer, de construire et d'entretenir l'habitation. Il vaque à l'entretien des vaches, lorsque la famille possède. La femme fait une partie des houages, sème, sarcle et récolte.

La main-d'œuvre salariée est le second mode d'exploitation. A côté de la famille au sens strict, parents éloignés, voisins, amis, participent au travail des champs. C'est un aspect de solidarité, mais disparaît, remplacé par le salariat agricole. Celui-ci, toujours temporaire, se pratique au moment des labours, des sarclages ou des récoltes. Les salaires varient selon les zones, auxquels il convient d'ajouter le repas de midi. La main-d'œuvre salariée est un luxe que seul un nombre restreint de paysans peut payer.

Le fermage, enfin, occupe une place limitée. Trois formes de fermage sont pratiquées :

- un paysan loue chez un voisin un champ approprié à une culture, qu'il ne peut pas faire sur ses propres terres ;
- le paysan qui ne possède assez de terres loue quelques parcelles ;
- le paysan qui ne possède pas assez de terres, donne à son propriétaire une redevance en nature.

3.3.3. Intrants agricoles

Les intrants agricoles sont : les semences, les fertilisants et produits phytosanitaires ...

3.3.3.1. Les semences et les boutures

Les paysans prélèvent leurs semences et les boutures sur les récoltes faites, qu'ils conservent jusqu'à la nouvelle saison culturale. Ces semences pour la plupart sont de mauvaise qualité réduisant ainsi le rendement.

Il n'y a pas de centre semencier, ni d'associations, ni des privés qui produisent les semences dans la commune.

3.3.3.2. Les fertilisants et les produits phytosanitaires

Les engrais et les produits phytosanitaires sont peu utilisés sur les cultures vivrières, car l'approvisionnement reste difficile.

Par contre, les paysans agriculteurs utilisent ces produits pour le caféier et le théier, avec l'appui des sociétés SOGESTAL Kirimiro et OTB qui gèrent ces filières.

3.3.4. Equipements et Outils agricoles

L'outillage reste rudimentaire et très varié. Il se caractérise par l'absence des machines et de la traction animale.

Avant les semailles, les champs sont préparés, les arbustes sont abattus à la hache, à la serpette (umuhoro) ou à la machette (umupanga). Le labour se fait à la houe de fabrication locale (indundi) ou importée (iposhoro). La houe reste l'outil de base.

Le transport des produits agricoles se fait avec des paniers (ibiseke ou inkangara).

3.3.5. Encadrement technique et vulgarisation agricole

L'encadrement technique des paysans agriculteurs et la vulgarisation agricole sont assurés par un seul agronome communal. Celui-ci ne dispose pas de moyens conséquents pour mener efficacement ses activités. Le manque d'un moyen de transport pour l'agronome communal est un blocage total de l'encadrement technique et la vulgarisation agricole ; car les visites dans les collines de la commune est difficile.

3.3.6. Financement agricole

Les paysans agriculteurs financent eux-mêmes leurs activités agricoles et bénéficient également des appuis extérieurs :

- les sociétés de gestion des filières café et thé, SOGESTAL, SONICOF et l'OTB accordent aux cultivateurs différents intrants sous forme de crédits ;
- des Organismes Internationaux et ONGs interviennent par des dons ou subventions en semences et autres intrants ;
- la banque BGF et la COOPEC (institution de micro finance) interviennent dans l'octroi des crédits agricoles aux agriculteurs.

3.4. INTERVENANTS

L'évaluation du financement formel du secteur agricole indique que les intervenants ci-dessous sont les principales sources de financement de la province.

Parfois, certains intervenants comme la FAO, le PAM, le projet PRASAB de la Banque Mondiale etc, appuient la DPAE dans la distribution de semences.

Tableau 3.4. : Liste des intervenants

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Interventions	Bénéficiaires
FAO	Toute la Province	Royaume de Belgique et Hollande	Appui en semences de qualité	Population vulnérable, associations et centres semenciers
PRASAB	Toute la Province	Banque Mondiale	Appui en semences de qualité et intrants	Organisations de Producteurs et Organisations Communautaires à la base (OP's et OCB's)
SOLIDARITES	Ndava, Kayokwe et Nyabihanga	EU et République française	Appui en intrants agricoles	Population vulnérable, associations
PAM	Toute la Province		Aide d'urgence	Population vulnérable
TWITEZIMBERE	Toute la Province	Banque Mondiale	Distribution de semences agricoles	Population d'enfants vulnérables en bas âge

Source : DPAE/Mwaro/Mars 2006

3.5. CONTRAINTES ET POTENTIALITES

3.5.1. Contraintes

- exigüité des terres ;
- manque de semences de qualité ;
- manque d'intrants agricoles ;
- encadrement soumis aux contraintes physiques (climat capricieux), structurelles (organisation inadaptée, démotivation du personnel), financières ;
- maladies ;
- conjoncture internationale des prix défavorable.

3.5.2. Potentialités

- gamme variée de spéculations agricoles ;
- main d'œuvre abondante et laborieuse ;
- faible densité de population offrant des espaces de culture ;
- une demande toujours croissante en produits agricoles ;
- retour de la paix avec possibilité de retour des financements.

CHAPITRE IV : ELEVAGE

A l'instar de la province l'élevage dans la commune Bisoro, est un support très important dans la production des ménages mais son rendement reste faible. Il est une affaire de prestige conférant un certain rang social ; car son rôle économique est faible.

Les pratiques pastorales sont traditionnelles. Le matin, après la traite chaque éleveur conduit ses bêtes aux pâturages. La garde des troupeaux est assurée par les éleveurs eux-mêmes ou par leurs enfants.

4.1. CHEPTEL DE LA COMMUNE

Le cheptel de commune est composé de Bovins, d'Ovins, de Caprins, de Porcins et de Volailles. Le tableau 4.1 et le graphique n°2 indiquent l'évolution des effectifs des espèces animales de 2001 à 2005 dans la commune. Ces informations sont des estimations dans la commune validées par la DPAE.

4.1.1. Cheptel bovin

L'élevage des bovins vient en troisième position après celui des caprins dans la commune, par le nombre mais le plus important par les implications socioculturelles. Le cheptel bovin est estimé à 4.677 têtes dont 147 têtes d'animaux améliorés, soit 3% et 4.530 têtes d'animaux locaux. Les effectifs des bovins ont diminué de 9% de 2001 à 2005 suite à la crise socio-économique.

Cet élevage est d'avantage tourné vers la production laitière pour l'autoconsommation que vers la production bouchère. La production annuelle laitière est évaluée à 6594 litres en 2005.

4.1.2. Ovins

Les ovins sont de petite taille résultant du croisement entre le mouton guinéen et le mouton barbarin à grosse queue. Ils ne fournissent pas du lait. Les ovins sont évalués à 2411 têtes dans la commune. L'effectif du cheptel ovin a connu une chute de 36% entre 2001 et 2005.

4.1.3. Caprins

Les caprins s'apparentent à ceux de la région sahélienne et sont aussi de petite taille. Dans la commune, le cheptel caprin est estimé à 7.353 têtes dont 147 têtes d'animaux améliorés soit 20%. L'élevage des caprins occupe le deuxième rang dans la commune. L'effectif des caprins a augmenté de 17% entre 2001 et 2005.

4.1.4. Porcins

Dans la commune on estime le nombre des porcins à 3287 têtes dont 65 animaux améliorés (2%) et 3222 d'animaux locaux. L'élevage de porcins occupe la quatrième place. Cet élevage un accroissement important de 377% dans la commune à cause d'une

alimentation à faible frais (utilisation des déchets domestiques) et des revenus monétaires qu'il procure.

4.1.5. Volailles

Les volailles sont estimées à 9.464 têtes dans la commune. Elles sont toutes de race locale. Les effectifs des volailles ont connu une hausse de 184% entre 2001 et 2005.

L'élevage des volailles occupe la première place de par leur effectif dans la commune.

Elles sont élevées à l'air libre autour des habitations où elles trouvent l'essentiel de leur nourriture. Toutefois, pendant la période des récoltes elles restent enfermées ou bien sont vendues.

Tableau 4.1 : Evolution des effectifs par espèce animale (2001-2005)

Années \ Espèces	2001	2002	2003	2004	2005	Ecart	Prop. %
Bovins	5.148	5.428	4.902	4.625	4.677	- 471	- 9
Ovins	3.759	6.603	2.367	2.284	2.411	- 1.348	- 36
Caprins	6.279	7.959	9.137	5.671	7.353	+ 1.074	17
Porcins	689	1.675	1.784	397	3.287	+ 2.598	377
Volailles	3.329	1.655	4.104	2.637	9.464	+ 6.135	184

Source : DPAE/Mwaro/Mars 2006

Graphique n°2 : Evolution des effectifs par espèce de 2001 –2005

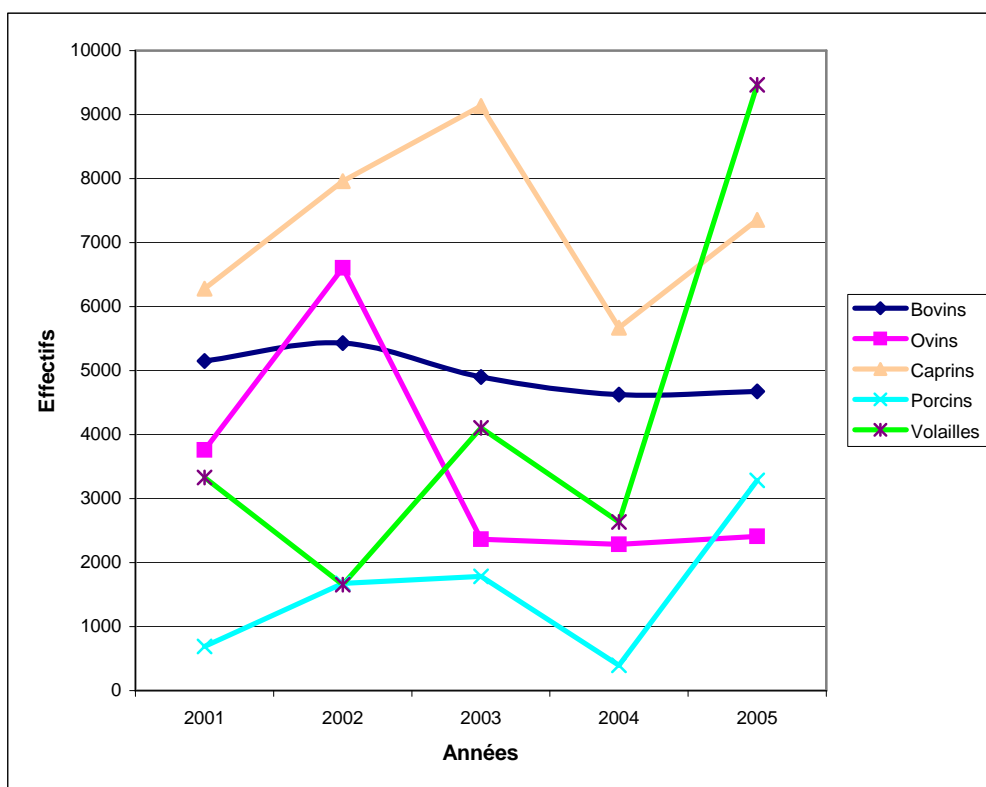
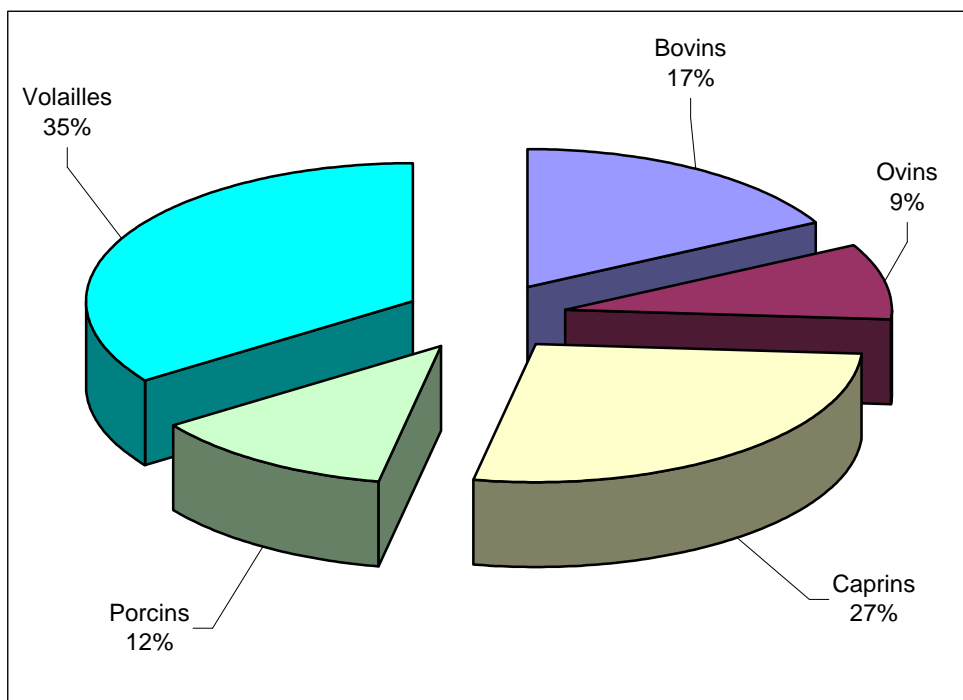


Figure n°3 : Proportion des effectifs par espèce dans la commune en 2005



La commercialisation des animaux sur pieds se fait dans le Centre de vente de Wimpfizi. En 2005, le nombre d'animaux vendus sur pieds par espèce se présente comme suit :

- Bovins : 341 ;
- Ovins : 534 ;
- Caprins : 2018 ;
- Porcins : 311.

Il existe 3 centres d'abattage dans la commune à Wimpfizi, Bisoro et Rorero. Le nombre d'animaux abattus pour la production de viande au cours de la même année par espèce est de :

- Bovins : 189 ;
- Ovins : 147 ;
- Caprins : 990 ;
- Porcins : 360

La consommation de viande de caprins est plus importante que celle des autres espèces dans la commune.

D'autres infrastructures publiques d'appui à l'élevage existent dans la commune. Ce sont entre autres, le Centre de santé vétérinaire de Kirika, les deeping tank de Kirika et de Kariba, qui actuellement, sont dans un très mauvais état, pratiquement non

fonctionnels et nécessitent d'être réhabilités afin de reprendre l'appui au secteur. On trouve également une pharmacie vétérinaire privée qui disponiblise régulièrement des produits vétérinaires dans la commune en colline Musumba.

4.3. INTERVENANTS

Tableau 4.2. : Liste des intervenants dans l'élevage

Organisation	Lieu d'intervention	Baillleurs	Interventions	Bénéficiaires
DPAE	Toute la Province	Eta du Burundi	Encadrement	La population en général
FAO	Toute la Province	Royaume de Belgique et Hollande	Repeuplement du cheptel	Population vulnérable, associations et centres semenciers
SOLIDARITES	Ndava, Nyabihanga et Kayokwe	France	Distribution de petits ruminants	8 Groupements associatifs
PRASAB	Toute la Province	Banque Mondiale	Distribution des animaux d'élevage sur demande sous forme de sous projets	Organisations de Producteurs et Organisations Communautaires à la base (OP's et OCB's)

Source : DPAE Mwaro/Mars 2006

4.3. CONTRAINTES ET POTENTIALITES

4.3.1. Contraintes

- manque de pâturages ;
- manque du personnel l'encadrement et des moyens logistiques ;
- manque d'infrastructures d'appui à l'élevage ;
- insuffisance de produits vétérinaires.

4.3.2. Potentialités

- climat favorable à l'élevage ;
- maîtrise du système d'élevage par les paysans éleveurs.

CHAPITRE V : PÊCHE ET PISCICULTURE

La pêche n'est pas pratiquée dans la commune. D'après les informations recueillies à la DPAE de Mwaro, la pisciculture est pratiquée dans la commune dans 9 étangs piscicoles dont 4 dans la zone Bisoro et 5 dans Rorero. Ces étangs sont empoissonnés de Tilapia. Cette production piscicole est entièrement destinée à l'autoconsommation. Il est difficile de maîtriser les statistiques sur la production piscicole annuelle.

5.1. INTERVENANTS

Il n'y a pas d'intervenants dans le secteur de la pisciculture car le projet DAPA a fermé ses portes.

5.2. CONTRAINTES

5.2.1. Contraintes

- manque de service d'encadrement piscicole (sensibilisation, suivi-évaluation) ;
- méconnaissances des techniques piscicoles ;
- une certaine réticence à l'espèce cultivée, le Tilapia qui est considéré comme le plus épineux ;
- manque des alevins appropriés pour l'empoissonnement ;
- facteurs de production insuffisants ;
- manque de financement.

CHAPITRE VI : FORÊTS

Il n'existe pas de forêts naturelles dans la commune Bisoro. Mais l'on y trouve des boisements artificiels.

6.1. LES BOISEMENTS ARTIFICIELS

La situation des boisements artificiels dans la commune est présentée dans le tableau 6.1. Les boisements artificiels dans la commune appartiennent à l'Etat, aux privés (Individus) et aux collectivités. Les variétés plantées sont essentiellement l'Eucalyptus (Umukaratusi), le Callitris et le Pinus. La superficie totale boisée est de 1892,55 ha dont 1279,45 ha soit 67,60% appartenant aux privés, 598,10 ha, soit 31,60% à l'Etat et 15 ha aux collectivités (0,80%).

La zone Rorero est la plus boisée de la commune avec 900,20 ha, soit 47,56% suivie de la zone Bisoro avec 613,75 ha soit 32,42% puis la zone Kanka moins boisée avec 378,60 ha, soit 12,42% de la superficie totale boisée.

Tableau 6.1 : Boisements artificiels dans la commune

Zones	Boisements artificiels en ha			
	Etat	Privés	Collectivités	Total
Bisoro	18	592,75	3	613,75
Kanka	36	342,60	0	378,60
Rorero	544,10	344,10	12	900,20
Total Commune	598,10	1279,45	15	1892,55

Source : Service de l'Environnement/Mwaro/Mars 2006

6.2. DEBOISEMENT

Le comportement de la population de la commune envers la forêt reste toujours inquiétant. On assiste actuellement à une diminution de la surface boisée due à une forte pression de l'homme sur la forêt.

La conséquence de la pression démographique sur le niveau de vie est grande : faible production vivrière et misère des revenus monétaires. Il faut ajouter à cela les méfaits de la fluctuation des cours mondiaux du café, du thé, du coton et la dégradation des termes de l'échange : baisse du cours des produits tropicaux et hausse de celui des produits manufacturés importés, qui accable chaque jour davantage la situation des paysans.

Face à cette situation les paysans ont cherché à diversifier les sources de revenus monétaires. Une des solutions a été la fabrication du charbon de bois utilisé par plus de 90% des ménages du pays. Ainsi les actifs ruraux se sont mis à abattre les arbres pour fabriquer ce combustible en vue d'augmenter leurs revenus monétaires. Aussi

l'urbanisation des grands centres et la modernisation de l'habitat dans la commune, ont-ils accru les besoins en bois d'œuvre pour la construction des maisons et autres bâtiments.

La pratique en saison sèche des feux de brousse souvent abusivement, entraîne l'appauvrissement des sols et les livre à une intense érosion.

La forêt disparaît lentement au profit des terres de cultures, de la satisfaction des besoins énergétiques, en bois d'œuvre, économiques et de pâturage.

Si la destruction de la forêt livre de nouvelles terres et satisfait les besoins des populations en produits forestiers, elle compromet dangereusement l'équilibre naturel de la province.

La déforestation est un véritable problème d'environnement dans la commune. Le reboisement des terres menacées est indispensable.

6.3. PRODUCTION DES PLANTS FORESTIERS ET AGRO-FORESTIERS

Le CAREPD sous l'encadrement du Service Provincial de l'environnement des groupements sylvicoles ont produit au cours de l'année 2005, 110.000 plants forestiers et agro forestiers dans la zone Kanka.

Les plants produits ont été distribués gratuitement aux populations. Ces plants ont été produits avec l'appui du PAM et du PREBU.

6.4. PRODUCTIONS FORESTIERES

Les produits de forêt dans la commune, sont le bois d'œuvre (planches, madriers et chevrons), le charbon, et le bois de chauffe. Les données chiffrées sur les quantités de ces produits n'existent pas.

6.5. INTERVENANTS

Peu d'intervenants sont identifiés dans le secteur des forêts : la FAO, le PAM, et le projet PRASAB de la Banque Mondiale. Deux collectifs d'associations travaillent aussi dans ce domaine : CAREPD et ENVIRON PROPRES.

Tableau 6.2. : Liste des intervenants

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Interventions	Bénéficiaires
PREBU	Toute la commune	Union européenne	Production des plants forestiers	Groupements associatifs
PRASAB/CD CARITAS	Toute la commune	Banque Mondiale	Appui dans l'aménagement des bassins versants et dans la production des plants forestiers	Organisations Communautaires à la base (OCB's)
PAM	Toute la commune	PNUD	Production des plants forestiers	Groupements associatifs

Source : IPF Mwaro/Mars 2006

6.6. CONTRAINTES

- la faible capacité institutionnelle en matière de gestion et d'aménagement des forêts ainsi que la défaillance au niveau de la coordination intersectorielle ;
- le manque de personnel et de moyens matériels et financiers fait que les services forestiers n'arrivent pas à effectuer les tâches opérationnelles qui les incombent ;
- la non structuration de la filière bois ainsi que le manque de professionnalisme en la matière ;
- la non disponibilité des intrants sylvicoles pour les pépiniéristes ;
- absence de suivi régulier ;
- déboisement illicite ;
- pratique de feu de brousse ;
- etc...

CHAPITRE VII : INDUSTRIE ET ARTISANAT

7.1. INDUSTRIE

La commune Bisoro à l'instar de la province ne dispose d'aucune industrie. L'absence des investissements privés et d'une main-d'œuvre qualifiée vient aggraver les faibles potentialités du sous-sol.

A la carence de l'industrie s'oppose un artisanat dynamique dispersé dans la commune. L'artisanat s'exerce rarement comme un véritable métier, mais plus souvent comme une activité complémentaire liée à l'agriculture et dont les productions, variantes, dépendent des besoins des populations.

7.2. ARTISANAT

On rencontre dans la commune, des artisans de production, de service et d'art.

7.2.1. Situation du secteur artisanal par type d'artisanat

Dans la commune, on trouve les 3 types d'artisanat à savoir : artisanat de production, artisanat de service et artisanat d'art.

7.2.1.1. Artisanat de production

On dénombre 4248 unités d'artisanat de production dans la commune. Ce type d'artisanat est pratiqué en grande partie par des individus ; il existe peu de groupements. Les activités artisanales les plus pratiquées dans la commune sont la vannerie et la tisserie, la menuiserie, la tuilerie et la briqueterie.

On rencontre aussi des boulangers artisans dans la commune.

Les unités artisanales de production sont installées pour satisfaire des besoins locaux car, aucune d'entre elles n'exporte sa production en dehors des limites provinciales.

Tableau 7.1: Situation de l'artisanat de production

Types d'ateliers	Nombre d'unités	Nombre d'individus pratiquant l'artisanat
Menuiserie	49	522
Briqueterie	82	365
Tuilerie	163	469
Carrelage	68	264
Poterie	170	170
Vannerie et Tissage	3689	3689
Forge	27	27
Total Commune	4248	5506

Source : Coordination des métiers de la province de Mwaro/Mars 2006

7.2.1.2. Artisanat de service

Ce type d'artisanat est pratiqué dans toutes les collines de la commune. Il est généralement propriété privée des artisans. Les métiers sont la couture, la mécanique et la cordonnerie. (cfr. Tableau 7.2).

Tableau 7. 2 : Situation de l'artisanat de service

Types d'ateliers	Nombre d'unités	Nombre d'individus pratiquant l'artisanat
Couture	59	59
Mécanique	34	34
Cordonnerie	52	52
Total Commune	71	91

Source : Coordination des métiers de la province de Mwaro/Mars 2006.

7.2.1.3. Artisanat d'art

D'après le service de la coordination des métiers de la province de Mwaro, cette catégorie d'artisanat n'est pas développée dans la commune. Seule la peinture est pratiquée dans la commune par des personnes privées. On compte 75 peintres dans la commune.

7.3. INTERVENANTS

En matière d'artisanat, on peut inventorier les intervenants sont surtout :

- l'Etat burundais à travers les Ministères ayant dans leurs attributions des activités liées à l'artisanat et projets artisanaux ;
- les artisans et autres promoteurs privés ;
- les confessions religieuses et les collectivités locales.

En particulier, le projet PRASAB de la Banque Mondiale qui n'est qu'à ses débuts promet d'appuyer les associations d'artisans.

7.4. CONTRAINTES

A l'instar des autres communes de la province, le secteur de l'artisanat dans la commune rencontre des contraintes diverses tant exogènes qu'endogènes. Ces contraintes sont identiques partout dans le pays. Les plus importantes sont les suivantes :

- le manque d'un cadre institutionnel solide et stable soutenu par des textes législatif et réglementaires appropriés ;
- l'absence d'une politique nationale de l'artisanat pouvant permettre l'encadrement et la promotion de l'artisanat ;
- l'insuffisance de formation, de perfectionnement et de qualification des artisans ;
- l'insuffisance des ressources allouées au secteur de l'artisanat (humaines, matérielles et financières) ;
- l'accès difficile des artisans au micro-crédit et au marché public.

CHAPITRE VIII : ENERGIE

La commune Bisoro à dominante agricole traditionnelle couvre l'essentiel de ses besoins énergétiques par le recours aux combustibles ligneux.

L'électricité et le pétrole sont un privilège de quelques ménages semi urbains.

8.1. ENERGIE ELECTRIQUE

L'électricité constitue la forme d'énergie la plus moderne et la moins utilisée dans la commune Bisoro. L'urbanisation croissante, la recherche d'un confort accru entraînent des besoins toujours plus grands dont la satisfaction exige d'importants investissements.

Seul le centre Bisoro, le chef lieu de la commune est électrifié par la REDESO et DGHER. Les lignes de branchements sont de 8km Moyenne tension (MT), et de 1,5 km de Basse tension (BT) à partir d'un (1) transformateur. Bisoro centre compte 17 branchements avec une consommation moyenne de 250KWh/mois. Les lignes de distribution sont disponibles, mais la demande est très faible en raison de la pauvreté dans laquelle vivent les populations de la commune.

8.2. LES COMBUSTIBLES LIGNEUX

Les combustibles ligneux constituent la principale forme d'énergie domestique utilisée en milieu rural. Il s'agit principalement du bois de chauffe et du charbon de bois.

En l'absence d'enquêtes spécifiques, l'évaluation de la consommation du bois de chauffe et du charbon de bois est malaisée mais peut être considérée importante et grandissant face aux traditions alimentaires et culinaires, un faible recours aux hydrocarbures pour lesquels le pays n'est pas producteur et une utilisation marginale de l'électricité au niveau domestique.

La couverture de ces besoins énergétiques vitaux pour une population croissante explique la déforestation visible dans les zones les plus peuplées et exige des solutions à long terme.

La distance occasionnée par les déplacements pour la recherche du bois des lieux de consommation montre l'ampleur du problème de déboisement quand on sait qu'autrefois le ramassage du bois mort se faisait autour des habitations. La rareté du bois a provoqué l'utilisation des tiges mortes de maïs, de sorgho et du manioc comme substitution pour le chauffage.

La fabrication du charbon de bois a accentué la dégradation du couvert végétal de la commune. Même les espèces d'essences protégées sont menacées de disparition.

La dégradation du couvert végétal de la commune est devenue une préoccupation des autorités politiques et administratives. Plusieurs mesures prises ces derniers temps tendent à protéger la province contre le déboisement intensif :

- pratique de reboisement par la mise en place des comités de reboisement et de surveillance de feu de brousse ;
- interdiction de couper le bois vert.

8.3. LES INTERVENANTS

En matière d'énergie, la commune ne connaît que les anciens intervenants : la REGIDESO et la DGHER comme le montre le tableau 8.1.

Tableau 8.1. Liste des intervenant en matière d'énergie.

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Interventions	Bénéficiaires
REGIDESO	Bisoro	Etat du Burundi	Gestion, branchement, entretien des infrastructures du réseau	Les abonnés
DGHER	Bisoro			

Source: REGIDESO/Mwaro/Mars 2006

8.4. CONTRAINTES ET POTENTIALITES

8.4.1. Contraintes

Les principales contraintes du secteur sont :

- insuffisance des ressources financières de la DGHER et la REGIDESO ;
- paupérisation des populations de la commune

8.4.2. Potentialités

Le réseau hydrologique de la province constitue un atout majeur pour la promotion et le développement du secteur énergie.

CHAPITRE IX : COMMERCE ET SERVICES

Le secteur commerce et des transports joue un rôle non négligeable dans les activités économiques de la commune.

9.1. COMMERCE

Dans la commune Bisoro, le commerce porte principalement sur les produits agricoles, d'élevage, de transformations des du bois, les produits artisanaux locaux et les produits Les marchés ruraux constituent la forme de commerce la plus courante dans la commune.

Le marché joue un rôle essentiel sur plan sociologique et économique. C'est le lieu d'échange d'information, de produits, un lieu de contacts de rencontres et de loisirs.

En outre, des kiosques, des débits de boissons, des cabarets et des restaurants viennent renforcer le système commercial de la commune.

9.1.1. Marchés ruraux

La commune compte 4 marchés ruraux non aménagés qui s'animent en plein air.

Les produits agricoles qui sont commercialisés au marché ne correspondent pas au surplus d'une agriculture familiale souvent très peu productive mais à la nécessité pour les paysans de se procurer de l'argent en vue d'acheter le minimum indispensable de produits manufacturés.

Les marchés ruraux drainent la population rurale de la commune. Ils sont fréquents et colorés. Ils servent aux échanges des produits agricoles, d'élevage, d'artisanat. Mais ils jouent le rôle des points de redistribution de produits manufacturés ainsi que d'approvisionnement de produits agricoles ou d'élevage des villes. En 2005, les recettes communales sont estimées à 7454340 Fbu.

Tableau 9.1: Marchés de la commune

Communes	Localité	Marchés			Jours d'animation
		Aménagés	Non aménagés	Total	
Bisoro	Wimpfizi		x	4	Mardi et vendredi
	Kiyambu		x		Mercredi et dimanche
	Rorero		x		Mercredi et dimanche
	Kanka		x		Mercredi et dimanche

Source : Administration Communale/Bisoro

9.1.2. Commercialisation des produits agro-industrie

Les produits agro-industriels commercialisés sont le thé et le café.

9.1.2.1. Commercialisation des feuilles vertes de thé

Les feuilles vertes de thé sont vendues à crédit aux usines de Tora et d'Ijenda selon la zone d'action.

Les théiculteurs acheminent les feuilles vertes cueillies les jours convenus, vers les lieux de collecte (hangars) où les attendent les agents des usines. Après pesée et enregistrement du poids sur des fiches individuelles, les feuilles sont transportées vers les usines de transformation.

Après deux mois, les théiculteurs sont payés à concurrence du poids cumulé enregistré sur les fiches individuelles. Les usines se remboursent les avances en intrants (fumure d'urée et autres ...) qu'elles ont distribué aux théiculteurs.

9.1.2.2. Commercialisation du café

Depuis la libéralisation de la commercialisation du café, de nombreux commerçants interviennent dans l'achat de ce produit auprès des paysans producteurs. C'est ainsi que la SOGESTAL et les commerçants agréés achètent du café dans la province au cours d'une campagne nationale d'achat.

9.2. TRANSPORT ET COMMUNICATION

Les infrastructures de communication constituent un élément fondamental pour la circulation des personnes et des biens.

9.2.1. Réseau routier

La commune souffre d'un retard en équipements et infrastructures de liaison, bloquant ainsi le développement de toute activité économique. Le réseau routier constitue la principale infrastructure de communication dans la commune. La commune compte 31 pistes rurales, d'une distance totale de 132 km en terre latéritique non compactées; 2 routes provinciales s'étalant sur 30km et 3 routes communales de 8km de praticabilité très médiocre. Il est pratiquement impossible d'accéder à certaines localités de la commune, même en saison sèche. Ces pistes relient la commune à d'autres communes de la province.

Le mauvais état des pistes rurales constitue un facteur qui rend difficile le drainage des produits agricoles, occasionnant par là des pertes énormes.

Ce réseau routier se double d'un lacs dense de sentiers, très utilisés pour les déplacements vers les marchés ruraux.

9.2.2. Les moyens de transport

Le transport est assuré par les véhicules légers (mini bus), des camions pour le transport des marchandises surtout le charbon.

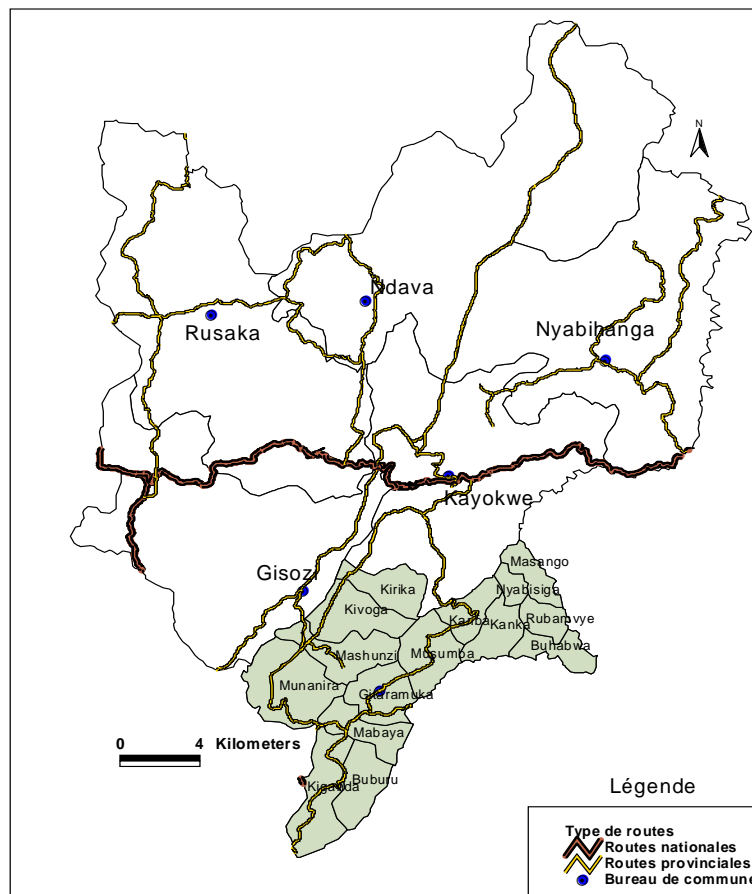
Le transport par bicyclettes (vélos) est très développé dans la commune. Le vélo joue un rôle important comme moyen de transport sur de courtes distances. Il permet le transport rapide les récoltes et de petites quantités de marchandises vers les marchés.

Le relief accidenté et l'état défectueux des pistes rurales ne facilitent pas l'usage du vélo et une grande partie des échanges est assurée par portage. Les femmes transportent les récoltes, les produits à vendre au marché, dans des paniers en équilibre sur leur tête.

Les marchés ruraux de la commune sont à construire pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle de commercialisation et de distribution des produits agricoles et d'élevage d'une part et d'approvisionnement des zones rurales en produits manufacturés et artisanaux de première nécessité de l'autre.

En outre, la construction et/ou réhabilitation des routes et pistes rurales pour désenclaver les zones rurales les plus reculées s'avère une nécessité aux fins d'assurer une bonne circulation des biens et des personnes d'un point à un autre du territoire de la commune.

Carte n°2 : Réseau routier de la commune



9.3. LES SERVICES

9.3.1. Les institutions financières

Il existe une antenne de l'organisation de micro finances : la COOPEC à Bisoro. Cette antenne de la COOPEC appuie l'épargne et octroie de petits crédits aux organisations paysannes pour leurs activités génératrices de revenus.

9.3.2. Postes et télécommunications

Dans la commune de Bisoro, il n'y a pas de bureau postal. Elle compte 5 lignes téléphoniques en service à partir de la centrale téléphonique de Gisozi.

La commune n'est pas aussi couverte par les réseaux de la téléphonie mobile.

9.3.3. Tourisme

Il existe deux (2) sites touristiques :

- enclos des rois en colline Munanira, zone Rorero ;
- enclos des rois à Bisoro.

Il y a une (1) maison de passage dénommé « **Etablissement Libéral** » à Bisoro centre, d'une capacité de 6 chambres.

9.4. INTERVENANTS

Tableau 9.2 : Liste des intervenants

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Interventions	Bénéficiaires
TELECEL	Toute la province	Privé	Téléphonie mobile	La population en général
ONATEL	Toute la province	Etat	Téléphonie fixe	Services étatiques et les privés
COOPEC	Bisoro	Etat	Micro finances	La population en général
BGF	Toute la province	Privé	Micro finances	La population en général

Source : APP Mwaro/Mars 2006

9.5. CONTRAINTES

Les principales contraintes du commerce, transport et communication sont :

- marchés ruraux existants non construits ;
- mauvais état des pistes rurales ;
- insuffisance de pistes rurales ;
- manque des services de postes et télécommunications.

CHAPITRE X : ACTION SOCIALE

10.1. ACTION SOCIALE

10.1.1. Situation des enfants en difficultés et des orphelins

Les mesures et actions de protection des différentes catégories d'enfants en difficultés ne sont pas perceptibles dans la commune.

On compte 497 enfants orphelins de père et de mère dans la commune dont 107 enfants orphelins de guerre, 133 enfants orphelins du Sida et 257 enfants orphelins naturels.

La zone Rorero compte le plus d'enfants orphelins avec 184, suivie de Kanka avec 159 enfants orphelins et en fin Bisoro avec 154 enfants orphelins.

Le nombre d'enfants chefs de ménage est de 13, celui d'enfants indigents 1204 dans la commune. On rencontre aussi des enfants dans la rue ; ils sont estimés à 74.

Tableau 10.1 : Situation des enfants en difficultés et des orphelins dans la commune

Zone	Nombre d'enfants Sinistrés de guerres	Nombre d'enfants de la rue	Nombre d'enfants dans la rue	Nombre d'enfants orphelins de père et de mère				Nombre d'enfants Chefs de ménage	Nombre d'enfants indigents
				de guerre	du sida	Naturelle	Total		
Bisoro	28	0	0	33	17	104	154	2	350
Kanka	78	1	56	38	35	86	159	8	403
Rorero	89	0	18	36	81	67	184	3	451
Total Commune	195	1	74	107	133	257	497	13	1204

Source : CDF/CPLS/Ligue ITEKA/Mwaro /Mars 2006

10.1.2. Victimes de violences

Dans la commune, on a recensé 3 cas de violence sexuelle dont 2 fillettes et 1 femme en 2005.

10.1.3. Veuves, mères célibataires et indigents

Les veuves et mères célibataires recensées connaissent des difficultés de survie.

Tableau 10.2 : Situation des veuves, mères célibataires et des indigents.

Zone	Nombre de veufs appuyés			Nombre de veufs à appuyer			Nombre de mères célibataires	Nbre d'indigents		
	H	F	Total	H	F	Total		H	F	Total
Bisoro	161	197	358	161	197	358	36	192	220	412
Kanka	300	368	668	300	368	668	56	250	280	530
Rorero	162	264	426	162	264	426	39	215	208	423
Total Commune	623	829	1452	623	829	1452	131	657	708	1365

Source : CDF/CPLS/ Ligue ITEKA /Mwaro /Mars 2006

- Veufs

1452 veufs dont 829 veuves (57%). La zone Kanka vient en tête avec 668 veufs, soit 46%.

- Mères célibataires

On dénombre 131 mères célibataires dans la commune.

- Indigents

1365 indigents sont dénombrés dont 708 femmes, soit 52% dans la commune.

10.1.4. Les handicapés

Il n'existe pas de structures dans la commune s'occupant de la réhabilitation sociale qui est un ensemble d'actions faites en faveur des personnes handicapées pour les libérer de leur dépendance sur le plan physique et sur le plan social. Mais la réhabilitation sociale présuppose d'abord la réhabilitation physique, médicale, psychosociale et l'enseignement spécialisé.

La commune compte 316 handicapés physiques dont 102 femmes soit 32 % et 2145 hommes (68%).

Les handicapés de naissance sont les plus nombreux. Ils sont estimés à 257 personnes, soit 81%.

Il faut signaler que le cas des personnes âgées non assistées un véritable problème social dans la commune.

10.1.4. Intervenants dans l'action sociale dans la commune

Les financements en cette matière sont surtout étatiques comme le montre le tableau suivant.

Tableau 10.3 : Intervenants dans l'action sociale

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Interventions	Bénéficiaires
CDF	Toute la commune	FAO	Distribution d'intrants agricoles	La population des Batwa
UM	Toute la commune	CPLS/CNLS/BM	Distribution de kits scolaires	Orphelins et Enfants Vulnérables scolarisés (OEV)
CPIDD	Zone Rorero	CPLS/CNLS/BM	Distribution d'intrants agricoles (semences de pomme de terre et chèvres)	OEV et femmes chefs de ménages
Front de Croix	Toute la commune	PAM	Distribution de supplément alimentaire	PVVS
TWIYORORERE IMBUTO	Zone Bisoro	CPLS/CNLS/BM	Distribution d'intrants agricoles (semences de pomme de terre et chèvres)	OEV
BIRATURABA	Zone Bisoro	CPLS/CNLS/BM	Boutique alimentaire	PVVS

Source : CDF/CPLS/ Mwaro/Mars 2006

10.2. HABITAT

10.2.1 : Caractéristiques de l'habitat

L'habitat est extrêmement dispersé. Il s'atomise en une multitude de groupes de quelques maisons, entourées par une clôture : c'est le « rugo ». Ces constructions sont noyées dans les bananiers pour la plupart des cas.

Le rugo désigne une concession de plusieurs cases ou bien une case isolée. Ces constructions sont entourées par une enceinte en bois, en bambou, en herbes tressées ou bien en végétal et couverte de chaume.

Le paysan apporte le maximum de soins à sa construction, toit en tôle et murs en briques dans le meilleur des cas. Le grenier « ikigega » flanque toujours la maison.

Les tableaux ci-dessous indiquent la situation des maisons et leur commodité dans la commune.

La crise socio-politique n'a pas épargné la commune .En effet, 53 maisons ont été détruites. En 2004, 52 maisons ont été reconstruites, soit 98%. Le tableau ci-après donne des informations chiffrées sur les maisons détruites, les maisons reconstruites et les demandeurs.

Tableau 10.4 : Situation de l'habitat dans la commune

Communes	Nombre de maisons par type de mur						Nombre de maisons par type de toiture						Nombre de maisons par type de pavement					
	Groupé			Dispersé			Groupé			Dispersé			Groupé			Dispersé		
	Briques cuites	Briques adobes	Pisé	Briques cuites	Briques adobes	Pisé	Tôles	Tuiles	Chaume	Tôles	Tuiles	Chaumes	Ciment	Terre battue	Carreau	Ciment	Terre battue	Carreau
Bisoro	-	-	-	15	3.064	3.735	-	-	-	1.286	1.103	4.660	-	-	-	540	6.145	129
Total province	394			55.743			403			55.734			352			55.785		

Source : Administration communale, enquête sur l'habitat rural 2004.

Tableau 10.5 : Commodité de l'habitat dans la commune

Communes	Nombre de maisons avec électricité				Nombre de maisons raccordées en eau				Nombre de maisons avec toilettes/Latrines					
	Groupé		Dispersé		Groupé		Dispersé		Groupé			Dispersé		
	Electricité	%	Electricité	%	Sans eau	Avec eau	Sans eau	Avec eau	Sans	Intérieur	Extérieur	Sans	Intérieur	Extérieur
Bisoro	-	-	15	21	-	-	4.299	7	-	-	-	2	7	2.202
Total province	29	100	69	100	120	8	24.041	4.707	42	11	342	1.047	27	36.284

Source : Administration communale/Bisoro/Mars 2006

Tableau 10.6 : Besoins en reconstruction de l'habitat dans la commune

Communes	Nombre de maisons détruites	Nombre de maisons reconstruites	Nombre de maisons non encore reconstruites	Demandeurs
Bisoro	53	52	1	49
Total province	3108	1978	1216	1117*

Source : Administrations communale/Bisoro /Mars 2006

10.2.1. Disponibilité des matériaux locaux de construction

Depuis 1990, le Ministère du Développement Communal contribue à l'exécution de la politique générale de l'habitat par la promotion de la production et l'utilisation de tuiles comme matériaux de couverture et ce, à travers la diffusion d'un type de four pour cuisson dénommé « FOUR-TUNNEL », la formation d'artisans, l'évaluation du potentiel de matières premières et la protection de l'environnement.

La disponibilité de matériaux locaux de construction dans toute la commune est un atout pour la reconstruction.

La commune compte :

- 1 fours tunnels dont 6 sont fonctionnels ;
- 3 briqueteries ;
- 5 sites d'extraction de sable ;
- 1 site d'extraction du gravier ;
- 3 sites d'extraction de carrière.

Tableau 10.7 : disponibilité des matériaux locaux de construction

Zone	Localité	Fours tunnels	Briqueteries	Sable	Gravier	Moëllon	Carrière
Bisoro	Musumba	-	1		-	-	
	Gitaramuka	-	-	1	-	-	1
	Mabaya		-	1	-	-	1
Kanka	Kanka	1	1		-	-	1
	Buhabwa	-	-	1	-	-	-
	Kariba	-	-	1	1	-	-
	Masango	-	-	1	-	-	-
Rorero	Kirika	-	1		-	-	-
Total commune		1	3	5	1	-	3

Source : Administrations communale/Bisoro /Mars 2006

10.4. CONTRAINTES

- le bois d'œuvre pour la construction diminue progressivement ;
- caractère artisanal de briqueteries ;
- matériaux importés de construction peu accessibles suite au faible pouvoir d'achat de la population ;
- absence de partenaire de la reconstruction.

CHAPITRE XI : SANTE ET APPROVISIONNEMENT EN EAU

Le secteur de la santé dans la commune à l'instar de la province est caractérisé par l'insuffisance du personnel soignant, des équipements et des bâtiments et le manque de médicaments.

Il n'y a pas de médecin dans la commune. Pour une population de 29059 habitants, il n'y a que 9 infirmiers, soit 3229 personnes pour 1 infirmier. Ce ratio est beaucoup supérieur à celui de l'OMS qui est de 3000 personnes pour un (1) infirmier.

La paupérisation qui sévit dans le milieu rural ainsi que l'éloignement des collines par rapport aux Centres de Santé, mettent la grande partie de la population dans une situation difficile pour accéder à des soins de qualité.

11.1. DONNEES EPIDEMIOLOGIQUES

L'impact du climat sur la santé humaine est très important, surtout en saison des pluies, périodes de durs travaux champêtres où l'on assiste à l'éclosion de nombreuses maladies parasitaires. Il n'en reste pas moins évident que les maladies les plus fréquentes sont aussi dues aux mauvaises conditions d'hygiène, d'approvisionnement en eau et par manque d'éducation sanitaire.

Le paludisme sévit à l'état potentiellement épidémique et constitue la cause principale de décès dans la commune en 2005. En effet, le paludisme touche toutes les catégories d'âge de la population dans la commune.

11.2. MEDECINE PREVENTIVE (DONNEES SUR LA VACCINATION)

Dans le domaine de la médecine préventive, le Programme Elargi de Vaccination (PEV) qui vise à faire de la vaccination une activité quotidienne des établissements sanitaires dote ces derniers du matériel de vaccination.

Les vaccinations concernent les maladies suivantes :

- la diphtérie ;
- le tétanos ;
- la coqueluche ;
- la tuberculose ;
- la rougeole
- la poliomyélite ;
- l'hémophilus influenzae type B ;
- l'hépatite virale B.

Durant cette année, une grande campagne de vaccination a été organisée à travers tout le pays dans le cadre du PEV avec l'appui de l'UNICEF, de l'OMS et d'autres Organismes internationaux, en vue de réduire la morbidité et la mortalité infantile dues aux maladies que l'on peut prévenir par la vaccination.

A partir de 2004, le PEV a introduit deux nouveaux vaccins contre le virus de l'hépatite B et de l'Haemophilus influenzae de type B. Le tableau 11.1 indique le nombre de personnes vaccinées en 2005 dans la commune.

Tableau 11.1 : Données sur la vaccination de la province

Commune	Nombre de personnes vaccinées contre				
	VAT2-VAT5	BCG	Polio3	DTC3+HIB+HEP	Rougeole
Bisoro	485	964	988	983	1076
Total province	4582	7850	7257	7858	7961

Source : DPS/Mwaro/Mars 2006

11.3. LA PREVENTION CONTRE LE VIH

Il n'y a pas de centre de dépistage du VIH/SIDA à Bisoro. La situation de cette maladie n'est pas encore maîtrisée dans la commune.

Néanmoins, il existe dans la commune 37 personnes vivant avec le VIH Sida et prise en charge par l'association BIRATURABA grâce à une AGR en boutique financé par CPLS.

11.4. LA MEDECINE TRADITIONNELLE

La santé humaine est souvent analysée à travers le secteur moderne sans grande considération du secteur traditionnel auquel se confie une grande partie de la population, mais qui, malheureusement échappe aux statistiques.

Les intervenants en médecine traditionnelle dans la province sont les tradithérapeutes et les accoucheuses traditionnelles.

On rencontre les tradithérapeutes dans les zones Bisoro et Rorero par contre on trouve les accoucheuses traditionnelles dans les 3 zones de la commune comme l'indique le tableau 11.2.

La commune compte 30 tradithérapeutes connus officiellement et 96 accoucheuses traditionnelles dont 15 formées ayant reçu des kits, 15 formées sans kits et 66 non formées.

La médecine traditionnelle joue probablement un rôle important et méconnu. Le recours au guérisseur est particulièrement évident pour les malades habitant loin des centres de santé.

En outre, le prix des médicaments prescrits par l'infirmier ou le médecin est trop élevé pour les bourses paysannes, tandis que le guérisseur se contente de prescrire des racines et des herbes pour un prix symbolique. Ajoutons que les deux formes de soins ne sont pas incompatibles : devant l'échec de la médecine moderne, on s'adresse au secteur traditionnel et vice-versa. La conception traditionnelle de toute maladie comme un sort

jeté par un proche explique le recours au guérisseur et à ses pratiques dont les effets sont parfois positifs notamment pour les maladies psychiques.

Tous les Tradithérapeutes n'ont pas de liens avec médecine moderne

Tableau 11.2 : Situation de la médecine traditionnelle

Zone	Tradithérapeutes	Accoucheuses traditionnelles			
	Tradithérapeutes Connus officiellement	Formées avec kit	Formées sans kit	Non formées	Effectif total
Bisoro	18	5	5	19	29
Kanka	0	6	6	29	41
Rorero	12	4	4	18	26
Total Commune	30	15	15	66	96

Source : DPS /Mwaro/Mars 2006

11.5. SITUATION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES

11.5.1. Etablissements sanitaires

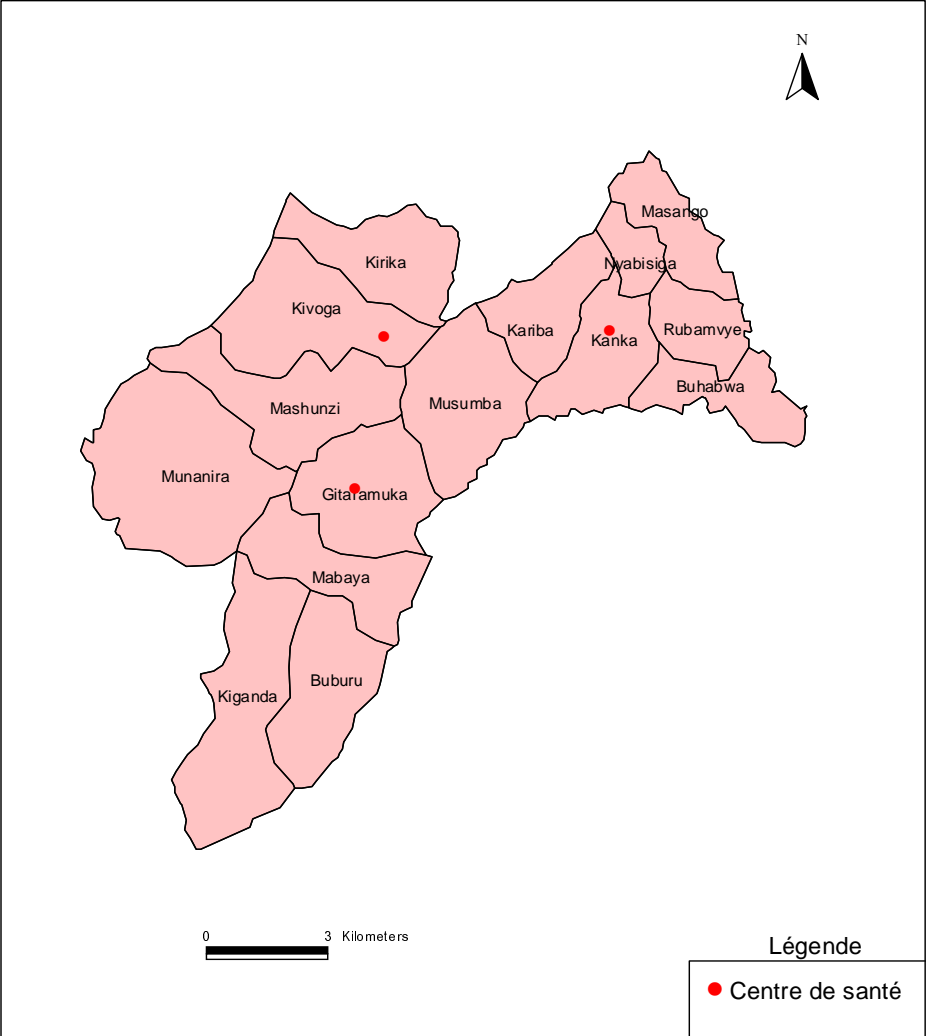
La commune Bisoro compte 3 Centres de santé situés au chef-lieu de chacune des 3 zones de la commune : 1 Centre de santé à Bisoro, 1 Centre de santé à Kanka et 1 Centre de santé à Rorero.

Les 3 Centres de santé desservent les collines de la commune de même que des collines avoisinantes des communes limitrophes.

Les infrastructures sanitaires existantes sont très insuffisantes et la couverture sanitaire de la commune est très faible. Les malades parcourent plus de 5km pour arriver au Centre de santé. Ceci est un facteur de l'augmentation du taux de mortalité dans la commune.

Il n'y a pas de pharmacies dans la commune. L'accès aux médicaments est difficile pour la population de la commune, qui doit parcourir plusieurs kilomètres pour s'approvisionner. L'approvisionnement est plus difficile par manque de la plupart des produits de base. En cas de complication, le malade est de Kibumbu en commune Kayokwe, hôpital de première référence de la province Mwaro. Ce qui alourdit les dépenses pour une population rurale déjà démunie

Carte n°3 : Infrastructures sanitaires



11.5.2. Capacité d'accueil et fréquentation des établissements sanitaires

Le tableau 11.3 présente les consultations, le nombre d'hospitalisés et le nombre de lits par établissement sanitaire et par zone dans la commune.

Les établissements sanitaires de la commune disposent au total de 32 et ils ont enregistré 31.848 consultations, soit 2654 consultations par mois, 420 malades hospitalisés au cours de l'année 2005. Le taux de fréquentation est estimé à 110%. Ce qui témoigne de la fragilité de l'état de santé de la population de la commune.

Le Centre de Santé de Bisoro dispose de 12 lits. Il a enregistré 8928 consultations et 312 malades hospitalisés au cours de 2005.

Le Centre de santé de Kanka a 10 lits pour l'hospitalisation. Il a enregistré 10.344 consultations et 96 hospitalisés en 2005.

Le Centres de Santé de Rorero dispose de 10 lits. Il a enregistré 12.576 consultations et 12 malades ont été hospitalisés en 2005.

Tableau 11.3: Capacité d'accueil et fréquentation des établissements sanitaires

Zone	Centre de santé			
	Collines desservies	Cons/mois	N.H./mois	N.L.
1. Bisoro	12	744	26	12
2. Kanka	6	862	8	10
3. Rorero	3	1048	1	10
Total Commune		2654	35	32

Source : DPS/Mwaro/ Mars 2006

Cons. : Consultation N.L. : Nombre de lits N.H. : Nombre d'hospitalisation

11.6. RESSOURCES HUMAINES

Le personnel soignant, de la commune est composé de :

- 9 Infirmiers dont 6 femmes; (2 infirmiers A2, 7 infirmiers A3 : 1 homme et 6 femmes) ;
- 1 Technicien de promotion de santé du niveau A2.

Au total 10 agents soignants pour une population de 29.064 habitants. Il n'y a pas de médecin dans la commune.

La répartition de ce personnel à travers la commune laisse apparaître une nette disparité entre les zones. Le personnel d'appui est composé de 19 personnes dont 4 (1 homme et 3 femmes) formées sur le tas (aides infirmiers et microscopistes).

11.7. APPROVISIONNEMENT EN EAU

La commune Bisoro est assez bien desservie en eau potable. Plus de 80% de sa population utilise l'eau potable. Les infrastructures d'approvisionnement en eau dans la commune sont les sources aménagées et le réseau d'adduction. Mais une grande partie de ces infrastructures ont été détruite pendant la période de crise politique qu'a connu le pays.

11.7.1. Situation d'approvisionnements en eau potable

On dénombre dans la commune 292 points d'eau pour 6578 ménages. La zone Boro vient en première position avec 118 points d'eau, soit 40% ; suivie de Rorero avec 108 points d'eau, soit 37% des points d'eau et en fin la zone Kanka avec 66 points d'eau (23%).

64 sources aménagées sur les 173 dans la commune sont fonctionnelles, soit 37%. Les 109 autres sont détruites et doivent être réhabilitées.

Selon les normes de l'OMS, il faut un point d'eau potable tous les 500 m afin de permettre à la population d'avoir accès facilement à ce service. Dans la commune aucune zone ne répond à ces conditions. Toutes les trois zones ont des normes comprises entre 0,06 et 0,134 points d'eau/500 m. La moyenne communale est 0,324 points d'eau/500m. Il faudrait multiplier réhabiliter tous les points d'eau en panne et aménager de nouveaux pour atteindre les normes.

Tableau 11.4 : Situation des Infrastructures de l'Approvisionnement en eau

Zones	Sup . Km ²	Nombre de ménages	Nombre points d'eau														
			SAF	SANF	SNA	BFF	BFNF	BP	PF	PNF	SCEP	Nombre total de points d'eau					
													Foncti onnels	Non fonctio nels	Total	Nombre de ménages par point d'eau fonctionnel	Nombre de ménage par points d'eau fonctionnels et non
Bisoro		2241	18	45	15	20	6	29	0	0	0	67	51	118	16	20	0,134
Kanka		2382	21	36	11	6	0	3	0	0	0	30	36	66	39	28	0,06
Rorero		1955	25	28	40	24	15	16	0	0	0	65	43	108	15	22	0,13
Total commune	127,22	6578	64	109	66	50	21	48	0	0	0	162	130	292	20	23	0,324
Total Province	839,60	55967	472	728	434	159	114	201	0	0	14	832	842	1674	30	31	1,664

Source : RCE/Bisoro/Mars 2006

D'un linéaire total de 160,2 km, le réseau d'adduction d'eau de la commune Bisoro, est l'un des plus importants de la province Mwaro. Ce réseau compte 71 bornes fontaines dont 21 (29,57%) sont en pannes. Le nombre de réservoirs est de 27.

Le réseau d'adduction dessert 11 collines sur les 15 de la commune. La zone Bisoro est la mieux desservie avec 34 bornes fontaines (46%) dans toutes ses collines. Ensuite vient la zone Rorero avec 33 bornes fontaines (42%) dans 3 collines sur 5 puis en fin la zone Kanka avec 6 bornes fontaines (8%) dans 5 collines sur 6.

Tableau 11.5 : Réseau d'adduction d'eau

Zone	Nombre de bornes fontaines		Nombre de réservoirs	Nombre de collines desservies	Nombre de collines non desservies	Linéaires (km) desservies
	BFF	BFNF				
Bisoro	21	11	12	2	2	33,2
Kanka	6	0	7	5	1	47
Rorero	23	10	8	4	1	80
Total Commune	50	21	27	11	4	160,2

Source : RCE/Mwaro/Mars 2006

11.7.2. Mode de gestion et d'entretien des infrastructures d'eau

La gestion des infrastructures d'eau en milieu rural est assurée à travers les Régies communales de l'Eau (RCE) par la Direction Générale de l'Hydraulique Rurale (DGHR). L'entretien courant des installations d'eau étant assuré par les Comités usagers des points d'eau et les fontainiers communaux.

11.8. LES INTERVENANTS

Outre l'Etat, des ONGs internationales interviennent dans le secteur santé dans la commune Bisoro. Les appuis que ces organisations apportent sont :

- approvisionnement en médicaments et en matériel médico-technique ;
- renforcement des capacités (formation) du personnel soignant ;
- appui logistique.

Les Agences du Système des Nations Unies, le PNUD intervient dans la lutte contre le VIH/SIDA et le PAM intervient par la distribution de vivres.

La Banque Mondiale intervient dans la lutte contre le VIH/SIDA et dans la construction des centres de santé par intermédiaire de l'ASBL TWITEZIMBERE.

La Coopération Technique Belge (CTB) intervient dans la réhabilitation des Centres de Santé de la commune et dans le renforcement des capacités (formation), du personnel soignant.

11.9. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES

Le problème qui est le plus souvent perçu et évoqué par les populations est le manque d'infrastructure sanitaire dans leur milieu. Mais il existe également le problème de la qualité des soins dispensés auxquels les services compétents doivent apporter des solutions. Le problème se pose surtout en milieu rural où l'on note souvent l'insuffisance ou le manque du personnel de santé et des produits de soins. Le plus grand problème de santé qui est à la fois général et préoccupant est celui des maladies engendrant l'hospitalisation selon leur gravité.

Le manque d'équipements sanitaires est un problème crucial dans les établissements sanitaires de la commune.

La satisfaction des besoins de santé est un problème que l'on doit nécessairement placer dans le contexte général du développement ; car le secteur de la santé ne peut pas être appréhendé isolément. Les problèmes de santé dépendent énormément de ceux de l'eau et de l'alimentation. Toute solution apportée aux problèmes de santé doit prendre en compte les autres secteurs de développement pour assurer aux populations bénéficiaires de meilleures conditions de vie.

La commune nécessite un équipement sanitaire adéquat et moderne, un personnel de santé qualifié et suffisant, une politique sanitaire adaptée aux réalités locales : la formation, la sensibilisation et surtout la motivation aussi bien du côté du personnel soignant que de la population, doivent être intégrées dans les programmes de santé. La promotion des soins préventifs de santé primaire passera par un soutien technique et financier de tous ceux qui participent au bien être de la population de la commune.

La principale contrainte en approvisionnement en eau est le manque de financements pour réhabiliter les infrastructures non fonctionnelles et aménager de nouvelles.

La commune dispose de beaucoup de ressources en eau non exploitées : sources d'émergence, aquifères (eaux souterraines) et des cours d'eau. D'après les informations recueillies auprès du service des RCE/Mwaro, il existe 61 sources non aménagées dans la commune. Dès que ces sources seront aménagées, toute la population de la commune pourrait être desservie en eau potable.

CHAPITRE XII. EDUCATION

12.1. ENSEIGNEMENT FORMEL

12.1.1. Enseignement primaire

On dénombre dans la commune, 11 écoles primaires publiques toutes de cycle complet avec 83 salles de classes. Ces écoles sont localisées dans les collines de recensement de chacune des 3 zones.

Dans la zone Bisoro, on compte 4 écoles primaires publiques dans 3 collines de recensement sur 5 qui disposent d'écoles primaires. Les collines Bururu et Musumbane de cette zone disposent pas d'écoles primaires.

La zone Kanka dispose également de 4 écoles primaires publiques dans 4 de ses collines sur 6. Deux (2) des ses collines à savoir Rubamvyé et Nyabisiga n'ont pas d'écoles primaires.

La zone de Rorero compte 3 écoles primaires publiques dans 3 collines sur 4. La colline Kirika n'a pas d'école primaire.

Sur les 15 collines que compte la commune, 5 n'ont pas d'écoles primaires. La couverture spatiale de l'Enseignement Primaire est estimée à 66,6%.

L'enseignement primaire compte 7817 élèves dont 3956 filles, soit 51,% et 3861 garçons, soit 49%, au cours de cette année scolaire 2005-2006. (cfr. Tableau n°12.1)

La commune compte 214 Enseignants dont 116 femmes, soit 57,4% dont 12 directeurs.

L'effectif des élèves inscrits en première année est de 2100. Ce effectif a extrêmement augmenté à cause de la politique « **Education pour Tous** » du Gouvernement Burundais, traduite par gratuité de scolarisation des enfants. Cette politique a eu pour conséquence la surcharge des salles de classes avec en moyenne 85 élèves par classe et l'insuffisance de bancs pupitres. Les infrastructures scolaires sont insuffisantes dans la commune pour répondre efficacement à la politique de la gratuité de l'enseignement primaire. Les bancs pupitres sont très insuffisants ; car pour 7018 élèves, il y a 1890 bancs pupitres. Pour avoir 2 élèves par banc, il faut en plus 1619 bancs pupitres afin d'améliorer les conditions de travail des élèves et Enseignants pour répondre à la scolarisation universelle. Le manque de manuels scolaires reste un problème criant dans la commune.

Dans toutes les écoles, il y a des latrines en mauvais état et l'électricité se trouve au Lycée communal Bisoro.

Tableau 12.1. : Nombre et capacités d'accueil des écoles primaires

Année scolaire : 2005-2006

Etablissements Zones	Primaire										
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Nbre bancs pupitres	Effectif des élèves			Effectif des élèves inscrits en première année	Effectif des Ens.	Ratios	
	Total	CC			G	F	T			Elèves/Salle	Elèves/Ens.
Bisoro	4	4	30	679	1329	1341	2670	638	89	76	33
Kanka	4	4	27	1323	1420	1555	2975	875	70	110	42
Rorero	3	3	25	580	1112	1060	2172	587	65	87	33
Total Commune	11	11	82	1890	3861	3956	7817	2100	214	95	37

Source : DPE/Mwaro/Mars 2006

CC : Cycle Complet

12.1.2. Enseignement secondaire général

L'Enseignement Secondaire Général est assuré dans la commune dans 5 Collèges Communaux Publics et 1 Lycée Communal Public. Ces établissements sont répartis comme suit :

- zone Bisoro : 1 Lycée communal à Bisoro, 1 collège communal et 1 collège communal à Bururu ;
- zone Kanka : 1 collège communal à Kanka ;
- zone Rorero : 1 collège communal à Rorero et 1 collège communal à Nyakabingo.

Dans ces établissements, on compte 56 salles de classe, 1534 élèves dont 702 filles soit 46% et 113 Enseignants dont 20 femmes (18%). (Cfr tableaux 12.2 et 12.3).

12.1.3. Enseignement Technique Professionnel Secondaire

La commune abrite l'Institut des Techniques Agricoles du Burundi (ITAB) de Gisozi installée sur la colline Maramvya. Au cours de l'année scolaire 2005/2006, cette école comptait au total 149 élèves dont 27 filles et 31 enseignants. Elle dispose de 4 salles de classe.

Tableau 12.2 : Nombre et capacités d'accueil des écoles secondaires

Année scolaire : 2005-2006

Etablissements Zones	Secondaire								
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Effectif des élèves			Effectif des Ens.	Ratios	
	Total	CC		G	F	T		Elèves/Salle	Elèves/Ens
Bisoro	3	2	24	428	332	760	60	32	13
Kanka	1	1	8	225	207	432	24	54	18
Rorero	2	1	24	179	163	342	29	14	12
Total Commune	6	4	56	832	702	1534	113	27	14

Source : DPE/Mwaro/Mars 2006

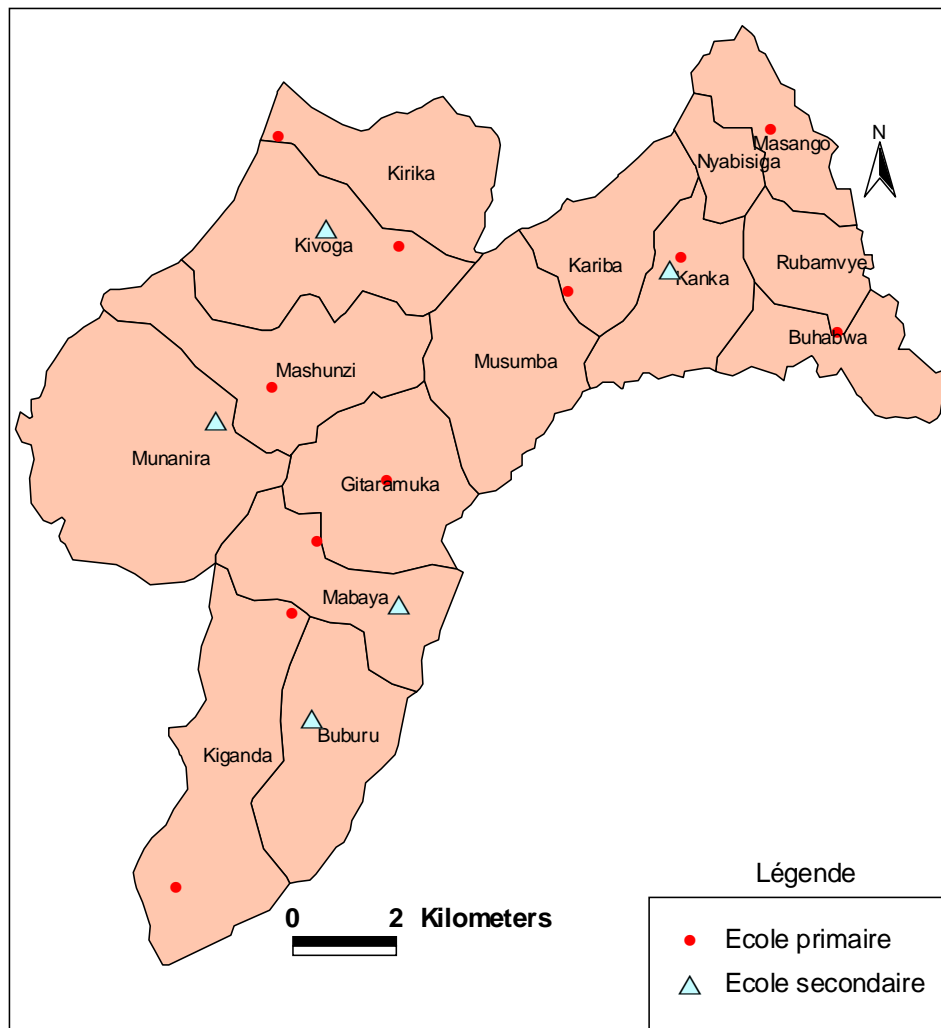
CC : Cycle Complet

Tableau 12.3: Personnel enseignant dans la commune par sexe

Zones	Ecoles primaires			Ecoles secondaires		
	H	F	Total	H	F	Total
Bisoro	32	49	81	52	8	60
Kanka	34	35	69	18	6	24
Rorero	32	32	64	23	6	29
Total Commune	98	116	214	93	10	113

Source : DPE/Mwaro/Mars 2006

Carte n°4 : Infrastructures scolaires 2005-2006



12.2. ENSEIGNEMENT INFORMEL

12.2.1. Les écoles Yaga Mukama

Il y a 4 écoles Yaga Mukama dans la commune avec 8 salles de cours, 84 élèves dont 41 Filles (49%) pour 4 Enseignants (1 Enseignant par école).

La formation dispensée dans les écoles Yaga Mukama vise au-delà de l'acquisition des connaissances et des valeurs chrétiennes, la transmission de connaissances de base par l'alphabétisation et la connaissance du milieu rural afin de leur permettre de mieux s'intégrer dans leur communauté.

12.2.2. Les centres d'alphabétisation

Il n'existe pas de centres d'alphabétisation dans la commune.

12.2.3. Les Ecoles de Métiers

Il n'existe pas d'écoles de Métiers dans la commune.

12.3. INTERVENANTS

Tableau 12.4 : Intervenants dans l'Education dans la commune

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Actions/Activités	Bénéficiaires
MINEDUC	la province	Etat	Organisation et gestion du système éducatif dans la province	Ecoliers, élèves et le personnel de l'éducation
BPE	la province	Banque Mondiale et autres	Constructions des infrastructures scolaires	Ecoliers, élèves et le personnel de l'éducation
CTB	la province	Royaume de Belgique	Constructions des bureaux de la DPE	Personnel de la DPE
TWITEZIMBERE	la province	Banque Mondiale	Construction d'infrastructure scolaire et appui alimentaire aux enfants en bas âges	Ecoliers, élèves et le personnel de l'éducation

Source : DPE Mwaro/Mars 2006

12.4. PRINCIPALES CONTRAINTES

Les principales contraintes de l'éducation dans la commune sont l'insuffisance des infrastructures scolaires, des équipements, de matériels didactiques et d'Enseignants et le mauvais état de certains bâtiments scolaires.

CHAPITRE XIII : JEUNESSE ET SPORT

13.1. ENCADREMENT DES JEUNES

La population de la commune est majoritairement jeune. Dans la commune, il existe un Centre des Jeunes (service public) à Bisoro, qui encadre 122 jeunes dont 32 filles.

13.2. SPORT

On distingue différents types de sports pratiqués dans la commune : le football, le volley- ball , le basket-ball, athlétisme et le karaté. On y rencontre des terrains de football, notamment dans les collèges communaux.

Il existe des associations et clubs sportifs dans les zones de la commune qui pratiquent les types de sport suscités.

13.3. CULTURE

La culture englobe l'ensemble des éléments qui, au cours du temps, ont façonné l'identité d'un peuple ou d'une communauté. Il s'agit notamment des éléments suivants : la langue, les croyances, les mœurs, les connaissances techniques, les fondements de l'organisation sociale, le patrimoine oral et physique dont les expressions musicales, folkloriques et artistiques etc....

La commune détient ses propres danses folkloriques qui sont :

- « Amayaya » ;
- « ibicuba » poésie d'élevage des bovins ;
- « Amazima y'ubuhuzi » poésie valorisante.

La commune dispose d'un centre d'animation culturel à Bisoro centre.

13.4. INTERVENANTS

Tableau 13.1 : Liste des intervenants

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Actions/Activités	Bénéficiaires
CPLS	Toute la province	Banque Mondiale	Encadrement des centres jeunes	La jeunesse de Mwaro
Ministère de la Jeunesse et Sport	Toute la province	L'Etat	Encadrement en général	La jeunesse de Mwaro
Collectif des associations sportives de Mwaro	Toute la province	CPLS, et autres âmes de bonne foi	Encadrement en général	La jeunesse de Mwaro

Source : Cabinet du Gouverneur Mwaro/Mars 2006

13.5. CONTRAINTES

La principale contrainte est liée à la faiblesse organisationnelle des jeunes qui fait que ces derniers ne puissent pas encore se prendre en charge par eux-mêmes.

En effet, la majorité des autres organisations de jeunes sont nées dans le contexte de la crise qui perdure depuis 1993 et pour certaines d'entre elles, l'impact de la crise se fait remarquer au niveau de leur organisation et de leur fonctionnement.

- Les autres contraintes sont liées à :
- manque ou insuffisance de la concertation et de la collaboration entre les associations ;
- manque ou inefficacité des structures d'appui à l'insertion économique des jeunes ;
- manque d'encadrement lié à la modicité des moyens consacrés au secteur de la jeunesse, au regard de l'immensité des besoins ;
- manque d'encadrement sportif bien organisé et diversifié devrait occuper une place importante et servir d'espace d'échange et partant de paix entre la population sortant de la guerre.

CHAPITRE XIV : JUSTICE

14.1. SERVICES JUDICIAIRES

Il existe un (1) Tribunal de Résidence à Bisoro, seul service judiciaire dans la commune, dirigé par un (1) Président du Tribunal. Les infrastructures de ce Tribunal sont des locaux propres et locaux empruntés qui sont actuellement en très mauvais état.

L'équipement du Tribunal est composé de 3 machines à écrire, 4 tables, 2 étagères, 6 chaises, 10 bancs et autres petits outils de travail. Cet équipement d'après le Président du Tribunal, est très insuffisant.

Concernant la performance du Tribunal, le nombre de dossiers à traiter au cours de l'année 2005 était de 134 dont 33 dossiers restant l'année précédente.

Le nombre de dossiers jugés et clôturés qui est de 76, soit 57% des dossiers à traiter.

Des 76 dossiers jugés et clôturés, 22 dossiers ont été exécutés, soit 29%.

La performance du Tribunal est moyenne.

14.2. JUSTICE GRACIEUSE

Dans la commune, la justice gracieuse est rendue par 1370 notables et les élus collinaires dont 399 dans la zone Bisoro, 472 dans Kanka et 499 dans Rorero.

Elle est rendue d'une façon impartiale. Les litiges jugés sont des litiges civils.

Les sentences rendues sont généralement de la manière foncière. La relation entre de continuité entre la justice gracieuse et la justice moderne existe ; mais pas toujours. Le Tribunal de Résidence se réfère aux jugements rendus par la justice coutumière dans les parables de dons, de succession et « Igiseke ». Le Tribunal exige des procès-verbaux de jugement en matière de divorce, uniquement dans les affaires civiles familiales.

15.3. INTERVENANTS

En matière de justice, les ONG's ne sont pas nombreux sauf la Ligue ITEKA, l'APRODH et la RCN comme le montre le tableau suivant.

Tableau 15.1 : Liste des intervenants

Organisation	Lieu d'intervention	Bailleurs	Actions/Activités	Bénéficiaires
RCN	Toute la province	Union européenne	Formation du personnel et appui en équipement	Services judiciaires et ligue des droits de l'homme
Ligue ITEKA	Toute la province	Union européenne	Appui des services judiciaires pour les litiges pénaux	Personnels judiciaires et justiciables
APRODH	Toute la province	Union européenne	Appui aux personnes victimes de violences de toute sorte	Victimes de violences et prisonniers

Source : TGI/Mwaro/Mars 2006

14.4. CONTRAINTES

- les contraintes sont de diverses natures ; entre autre on peut citer :
- lenteur caractérisée de la justice due à la complexité des procédures à suivre ;
- complexité des dossiers relatifs aux conflits liés aux terres, à la succession et à l'application du Code des personnes et de la famille ;
- personnel non qualifié;
- manque de formation spécialisée pour certains domaines ;
- conditions de travail très précaires ;
- manque de moyens de transport, de communication ;
- délabrement et vétusté des locaux ;
- insuffisance de matériel d'usage, équipement, etc ...

CHAPITRE XV : PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

Secteurs	Atouts	Contraintes	Solutions/ Actions à mener
1. Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Climat favorable à une gamme variée de spéculations agricoles - Main d'œuvre abondante et laborieuse - Demande toujours croissante en produits agricoles - Retour de la paix avec possibilité de retour de financement. 	<ul style="list-style-type: none"> - Exiguïté des terres - Manque de semences de qualité - Manque d'intrants (engrais, produits phytosanitaires) agricoles - Encadrement soumis aux physiques, (aléas climatiques, structurelles et financières) - Maladies - Manque de moyens de déplacement de l'unique agronome communal. 	<ul style="list-style-type: none"> - Varier les spéculations en orientant la recherche vers des cultures oléagineuses ; - Créer un centre semencier ; - Doter l'agronome communal d'un moyen de déplacement et d'autres matériels de travail - Recruter des moniteurs/assistants agricoles par toutes les collines de la commune. - Former et recycler l'agronome communal - Promouvoir l'octroi des crédits agricoles - Organiser les agriculteurs e coopératives autour des productions.
2. Elevage	Climat favorable à l'élevage	<ul style="list-style-type: none"> - manque de pâturages - Manque d'encadrement - Peu d'animaux de race améliorée 	<ul style="list-style-type: none"> - Relancer l'encadrement - Introduire des infrastructures d'élevage - Amélioration des pâturages naturels - Multiplier les pharmacies vétérinaires

Secteurs	Atouts	Contraintes	Solutions/ Actions à mener
3. Pêche et pisciculture	Climat favorable	manque de moyens financiers	- Promouvoir la pisciculture
4. Forêts	<ul style="list-style-type: none"> - Climat favorable - Main d'oeuvre 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible capacité institutionnelle en matière de gestion d'aménagement des forêts. - Manque de personnel et de moyens matériels et financiers - Manque de semences. - Déboisement - Feu de brousse 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités institutionnelles en matière de gestion des forêts - Renforcer les capacités du personnel - Former des pépiniéristes communautaires - Disponibiliser les semences pour les pépiniéristes - Sensibiliser la population sur les conséquences désastreuses du déboisement et des feux de brousse - Mettre en place un système participatif de surveillance du déboisement.
5. Géologie, Mines, Minerais et carrières	Beaucoup de réserves des carrières	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés de les exploiter - Potentialités non connues en exhaustivité 	<ul style="list-style-type: none"> - Chercher les moyens de mettre en valeur les ressources minières existantes - Faire une prospection exhaustive
6. Habitat	Présence de parcelles communaux à bâtir	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de moyens financiers pour la production des parcelles 	<ul style="list-style-type: none"> - chercher les moyens de produire les parcelles à bâtir - donner des crédits pour construire dans les parcelles

Secteurs	Atouts	Contraintes	Solutions/ Actions à mener
7. Approvisionnement en eau potable	<ul style="list-style-type: none"> - Beaucoup de ressources en eau non exploitées 	<ul style="list-style-type: none"> - 30 bornes fontaines non fonctionnelles - manque de financement - la plupart des collines ne sont pas desservies en eau potable.. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rechercher des financements - Réhabiliter les infrastructures d'eau détruites et non fonctionnelles - Aménager de nouvelles infrastructures d'eau - Sensibiliser la population à la bonne utilisation, à la prise en charge de l'entretien et à la gestion des installations d'eau - Redynamiser les R.C.E
8. Energie	Présence d'infrastructures électriques	<ul style="list-style-type: none"> - Paupérisation de la population 	<ul style="list-style-type: none"> - actualiser le plan directeur de l'électrification rurale ; - informer les ménages ruraux sur la technologie du biogaz et mettre sur pieds des systèmes de financement des installations en faveur des demandeurs.
9. Coopératives et associations d'auto-développement	<ul style="list-style-type: none"> - Plusieurs associations d'auto-développement. 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible niveau d'instruction des membres - Mauvaise gestion et détournement des fonds par les organes de gestion et d'encadrement 	<ul style="list-style-type: none"> - Redynamiser les coopératives et associations - Constituer une banque de données des coopératives et associations d'auto-développement - Assurer une large sensibilisation à l'épargne et/ou crédit.

Secteurs	Atouts	Contraintes	Solutions/ Actions à mener
10. Industrie	-	-	-
11. Artisanat	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de matière première - Population active. 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'un cadre institutionnel solide et stable soutenu par des textes législatif et réglementaires appropriés - Absence d'une politique nationale de l'artisanat pouvant permettre l'encadrement et la promotion de l'artisanat - Manque de formation, de perfectionnement et de qualification des artisans. - L'insuffisance des ressources allouées au secteur de l'artisanat (humaines, matériels et financières). - Manque de marché.. - Accès difficile des artisans au micro-crédit et au marché public - Problèmes divers liés à la crise politique et socio-économique qu'à connu le pays. 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités du personnel chargé de l'encadrement des artisans en matière de gestion d'animation et d'organisation - Améliorer le système d'approvisionnement des matières premières éparpillés à travers tout le pays. - Promouvoir la micro-entreprise à travers la dynamisation des activités artisanales - Promouvoir l'octroi des micro-crédits aux petits entrepreneurs potentiels artisanaux - Recherche du marché.

Secteurs	Atouts	Contraintes	Solutions/ Actions à mener
12. Santé	Les tradithérapeutes et accoucheuses traditionnelles	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'infrastructures sanitaires - Manque de pharmacie - Manque de moyens de déplacement pour les malades et le personnel soignant - Aucun médecin dans la commune - Beaucoup de maladies parasitaires et du paludisme - Manque de centre de dépistage du VIH/Sida. 	<ul style="list-style-type: none"> - Equipement sanitaire adéquat et moderne ; - Un personnel de santé qualifié et suffisant - Une politique sanitaire adaptée aux réalités locales - La promotion des soins préventifs de santé primaire.
13. Education	<ul style="list-style-type: none"> - Population jeune qui a l'âge scolaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Les infrastructures scolaires, des équipements, de matériels didactiques et d'enseignants sont insuffisantes - Le mauvais état de certains bâtiments scolaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - Créer des écoles primaires dans les 4 collines restantes - Créer d'autres collèges communaux - Construction de homes pour le personnel enseignant - Réhabiliter les bâtiments scolaires en mauvais état - Recruter des enseignants - Equiper les établissements scolaires - Réhabiliter les latrines en mauvais état dans les écoles - Approvisionner les établissements scolaires en eau potable.

14. Jeunesse, sport et culture	<ul style="list-style-type: none"> - population majoritairement jeune - Association et clubs sportifs. 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque ou insuffisance de la concertation et de la collaboration entre les associations - Manque ou inefficacité des structures d'appui à l'insertion économique des jeunes - Manque d'encadrement sportif bien organisé et diversifié. 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer l'encadrement de la Jeunesse pour les activités génératrices de revenus par les activités sportives. - Renforcer la dispositif juridique pour lutter plus efficacement contre les abus des adultes délinquants, voire criminels à l'endroit des jeunes.
15. Justice	Existence d'un (1) Tribunal de Résidence	<ul style="list-style-type: none"> - Lenteur caractérisée de la justice due à la complexité des procédures à suivre. - Complexité des dossiers relatifs aux conflits liés aux terres à la succession et à l'application du code des personnes et de la famille - Personnel non qualifié - Manque de formation spécialisée pour certains domaines - Conditions de travail très précaires - Manque de moyens de transport de communication - Délabrement et vétusté des locaux - Insuffisance de matériel d'usage, équipement. 	<ul style="list-style-type: none"> - Allouer un budget conséquent au secteur de la justice. - Réhabiliter et construire des bâtiments judiciaires et pénitentiaires - Rendre fonctionnel les centres d'études et de documentation juridiques - Réformer le cadre légal - Clarifier les procédures pour pallier aux lenteurs judiciaires et dans l'exécution des décisions rendues - Accorder un salaire encourageant pour freiner les défections des cadres compétents - Traduire les textes de loi en Kirundi et veiller à leur diffusion.

16. Action sociale	Présence du CDF, ITEKA APRODH ; CPLS Présence de matériaux locaux de construction	<ul style="list-style-type: none"> - manque de moyens dans les structures d'encadrement des vulnérables et sinistrés ; - le bois d'œuvre pour la construction diminue progressivement ; - caractère artisanal de briqueteries ; - matériaux importés de construction peu accessibles suite au faible pouvoir d'achat de la population ; - absence de partenaire de la reconstruction. - 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités des structures d'encadrement des vulnérables et sinistrés - Appuyer la reconstruction des maisons
18. Commerce et services		<ul style="list-style-type: none"> - marchés ruraux existants non construits ; - mauvais état des pistes rurales ; - insuffisance de pistes rurales ; - manque des services de postes et télécommunications. 	<ul style="list-style-type: none"> - Aménager tous les marchés - Réhabiliter toutes les pistes rurales - Installer les services de postes et télécommunications

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La commune Bisoro est limitée au nord par la commune Kayokwe, au sud par la province Bururi, à l'Est par la province Gitega et à l'Ouest la commune Gisozi.

Elle s'étend sur une superficie de 127,22 km², soit 15,15% de la superficie de la province et 3% de celle du pays. Son chef-lieu est Bisoro, également chef-lieu de la zone Bisoro.

Sa population est estimée à 29059 habitants en 2005, soit 11,73% de la population de la province Mwaro et 0,38% de celle du pays.

Sa densité de 228 habitants /km² se compte parmi les plus élevées du pays.

La commune Bisoro s'étend sur deux régions naturelles : Mugamba et Kirimiro. Le climat de la commune est de type tropical « humide et tempéré par l'altitude » dans la partie des hauts plateaux. Il est rude dans le Mugamba et plus doux dans le Kirimiro. Les précipitations moyennes annuelles sont de 1.200 mm avec une température moyenne annuelle de 19°C-20°C.

Sur le plan administratif, la commune comprend 3 zones, à savoir : Bisoro, Kanka et Rorero. Ces zones sont subdivisées à leur tour en 15 collines de recensement.

Sur le plan agricole, la commune produit une gamme variée de vivriers, dont les productions ont évolué en dents de scie ces cinq dernières.

Beaucoup d'efforts restent à fournir au niveau des élevages bovins de type traditionnel, mais surtout au niveau des élevages à cycle court, seule source de développement rapide des protéines d'origine animale.

La commune jouit de certaines potentialités, relevées ci-haut, qui constituent un ensemble d'atouts à son développement socio-économique.

Malgré ces performances apparentes, l'élan de développement semble s'arrêter à cause de plusieurs contraintes auxquelles se butte la commune. Parmi ces obstacles on peut retenir, entre autres : la dégradation des routes et d'autres moyens de communication ; le manque des moyens de transport, l'insuffisance de l'énergie électrique des pièces de rechange, et de carburant ; l'absence de crédit et des intrants agricoles; la dégradation de beaucoup d'autres infrastructures de base dans tous les secteurs de l'économie communale.

A cet effet, les potentialités disponibles ne peuvent profiter à la population que dans la mesure où ces contraintes citées ci-haut étaient supprimées. Pour y parvenir et opérer de changements dans la vie économique de la commune. Il faudra entreprendre quelques actions dont les principales sont :

1. Assurer la distribution des intrants agricoles, vétérinaires aux agri-éleveurs à temps et aux prix rémunérateurs ;
2. Favoriser l'octroi de crédits aux associations et groupements des producteurs en allégeant les conditions d'octroi et celles de remboursement ;
3. Réhabiliter et renforcer les centres semenciers et les infrastructures zoo-sanitaires existants, mais abandonnés ;

4. Encourager le personnel d'encadrement de tous les secteurs en leur assurant des salaires décents et en les motivant par l'amélioration des condition de travail ;
5. Réhabiliter et renforcer les infrastructures de base ;
6. Appuyer l'organisation des coopératives et associations paysannes ;
7. Initier un programme de reboisement dans les zones menacées par les érosions, la déforestation massive à cause de l'utilisation de bois de chauffe et de charbon de bois ;
8. Associer à l'action de développement agricole, pastorale et forestier, une amélioration et renforcement des structures d'autres secteurs tels que l'énergie, l'éducation, les transports et tant d'autres qui ont un impact dans le bien-être matériel et social de la population.

Les perspectives de développement de cette commune doivent se baser sur l'agriculture.

La stratégie agricole sera orientée vers l'intensification des la production des cultures vivrières et de l'élevage pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et au besoin de constituer des réserves stratégiques à long terme et vers le reboisement dans certaines parties de la communes.

Les cultures tels que le thé et l'ananas devront également être encouragés pour permettre l'installation des agro-industries et de générer des emplois.

BIBLIOGRAPHIE

1. PNUD : La pauvreté au Burundi : le poids de la disparité 1998.
2. PAS : Cadre stratégique intérimaire de lutte contre la pauvreté au Burundi ; document synthèse sur le diagnostic des conditions de vie et de pauvreté 2001.
3. Ministère de l'action sociale et de la promotion de la femme : Politique sectorielle du ministère 2002-2004, 2002.
4. ISTEERU : Information du système d'information statistique sur la population au Burundi.
5. PNUD/PRRSLP : Plan opérationnel intégré de réintégration/réhabilitation des sinistrés et de lutte contre la pauvreté 2006.
6. Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique : Découpage administratif du Burundi 2005.
7. Banque Mondiale : Enquête participative sur la pauvreté au Burundi 1998.
8. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage : Rapport de réflexion sur le crédit agricole au Burundi 1998.
9. Gouvernement de la République du Burundi : Programme d'urgence 2006.
10. PAS : Evaluation des initiatives à la base 2000.
11. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions du secteur de la santé et des services connexes.
12. MISP/Département de la population : Estimation de la population burundaise par sexe et par groupes d'âge quinquennaux selon les circonscriptions administratives (provinces et communes 2005).
13. ISTEERU : Base de données pour les indicateurs du développement humain durable 1990-2000, mai 2002.
14. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Agriculture et Développement du monde rural 2000.
15. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions de réinsertion et de réinstallation des sinistrés 2000.
16. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Education et services connexes 2000.
17. Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique ; Rép. du Burundi- IFES-USAID- Bujumbura- Janvier 2005 : Découpage Administratif du Burundi.
18. DPAA/Mwaro: Rapport annuel 1995.
19. MISP/PDCLCP : Plan triennal de développement socio-économique de la province de Mwaro (2001-2003) ; août 2000.
20. HCR
21. Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction : Population Burundaise de 1990 à 2003 : Estimation Projet BDI/99/P04-Appui à l'Elaboration et la mise en Oeuvre de la Politique Nationale de Population.
22. Ministère de la Planification du Développement et de Reconstruction : appui à la prise en compte des questions de Population dans les Programmes de développement : Population Burundaise en 2003.
23. OCIBU- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
24. OTB- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
25. COGERCO- Rép. du Burundi : Rapports Annuels 2001 ; 2002 ; 2003 ; 2004 ; 2005.
26. SOGESTAL : Rapports Annuels 2003 ; 2004 ; 2005.

ANNEXES

ATELIER PROVINCIAL DE VALIDATION DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE DE LA PROVINCE MWARO

Mwaro, le 17 août 2006

PROCES VERBAL

L'an deux mille six, le jeudi, dix-septième jour du mois d'août, se sont réunis autour du Gouverneur de la province Mwaro, tous les responsables sectoriels provinciaux dont la liste est en annexe, tous les administrateurs communaux, l'antenne provinciale du Plan à Mwaro et une équipe du Programme d'Appui à la Gouvernance, Sous Programme Planification Locale, pour procéder à la restitution et à la validation technique des projets de monographies communales et provinciale.

Cette validation est intervenue deux semaines après la remise des documents provisoires aux participants pour lecture et correction.

Une journée de travail regroupant chaque sectoriel provincial et ses agents communaux a précédé la présente session de validation officielle.

Après présentation des corrections, amendements aux textes initiaux et enrichissements apportés par les différents responsables sectoriels et administrateurs, les participants à l'atelier provincial de validation ont adopté le fond et la forme des documents présentés.

Les documents validés sont :

1. La monographie de la commune Bisoro
2. La monographie de la commune Gisozi
3. La monographie de la commune Kayokwe
4. La monographie de la commune Ndava
5. La monographie de la commune Nyabihanga
6. La monographie de la commune Rusaka
7. La monographie de la province Mwaro

Fait à Mwaro, le 17 août 2006

L'Antenne provinciale
du Plan

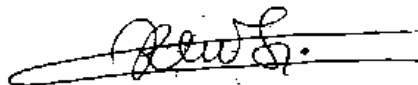

HABONAYO Ernest

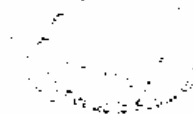
VNU Spécialiste représentant le SPPL


ESSOFINA Tchagnaou

Le Gouverneur de la Province

Madame NDAYISHIMIYE Rénilde





**LISTE DES RESPONSABLES PROVINCIAUX DES SERVICES AYANT PARTICIPE
A LA VALIDATION DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE
DE MWARO**

N°	Nom et Prénoms	Fonction	Secteur analysé	Signature
1	NDAYISHIMIYE Rénilde	Gouverneur	Toutes les monographies	
2	GAIUNGU Christophe	Conseiller Socio-culturel du Gouverneur	Jeunesse, Sport et Culture	
3	NDARUZANIYE André	Conseiller Principal du Gouverneur	Habitat	
4	NIJEMBAZI Bernard	Conseiller Economique du Gouverneur	Transport	
5	NDIHOKUBWAYO Eric	Directeur Hôpital Kibumbu	Santé	
6	NGENDAKUMANA Jérôme	Chef Antenne Urbanisme	Habitat	
7	HUREGE Godeberthe	Chef Pers. DPAE	Démographie	
8	BARANKANIRA Pancrace	Coordonnateur Provincial des Métiers	Industrie et Artisanat	
9	NDIKURIYO Sylvie	Responsable CDF	Action Sociale	
10	BIZIMUNGU Epitace	Chef Service Prod. Végétale DPAE	Agriculture	
11	NIRAGIRA Déo	Magistrat TGI	Justice	
12	NTEMAKO Gilbert	DPAE	Elevage	
13	NTAHIMPERA Révérien	Coordonnateur Provincial des Régies Communales de l'eau	Eau	
14	NTIKANDAGUZA Cyriaque	Responsable REGIDESO	Eau et Energie	
15	NTIRUMERA Eméry	ABP	Communication	
16	NDAYIZEYE Ernest	Inspecteur des Finances Communales	Commerce et Services	
17	BIGIRIMANA Liboire	DPE	Education	
18	NDONSE Sylvestre	Inspecteur Provincial des Forêts	Forêts	
19	MUHIZI Godefroid	Responsable Provincial Pisciculture	Pêche et Pisciculture	
20	HABONAYO Ernest	APP	Description Physique	